

Un curé d'Orsières dans la tourmente du Sonderbund, 1848-1851

par
Gilles
Fellay

AVANT-PROPOS

La capitulation du Valais lors de la guerre du Sonderbund conduit le canton dans un vaste processus de changement. Cette présentation s'intéresse, dans une région donnée, aux implications de l'installation du régime radical. A Orsières, entre les nouvelles autorités communales et le curé Biselx, chanoine du Grand-Saint-Bernard, le conflit éclate et s'envenime à propos des biens paroissiaux. Les questions politiques, reli-

gieuses mais aussi économiques et judiciaires vont se mêler et conduire à trois ans de fortes tensions. Le chanoine Biselx passera même de longs mois en exil, à Naples et à Rome, pour éviter de se présenter devant les tribunaux. De leur côté, le Conseil d'Etat et les autorités religieuses se serviront de cette affaire pour défendre leurs prérogatives. Elections animées, condamnations judiciaires, pétitions et missives en tout

genre rythmeront durant trois ans la vie de la commune d'Orsières. Et au-delà de cette situation purement locale, le cas du curé Biselx permet d'observer la période de transition que traverse le Valais à la suite du Sonderbund¹.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Orsières au milieu du XIX^e siècle

D'après le recensement fédéral de 1850, la commune d'Orsières compte 2305 habitants. Son économie demeure essentiellement agricole, le transit par la route du Saint-Bernard représentant une activité marginale. Dans cette région de montagne, on cultive surtout du seigle et des pommes de terre, et on pratique un peu d'élevage pour compléter les besoins familiaux. Une dose importante de nomadisme subsiste pour une partie des gens : le Carême peut se dérouler à Fully pour le soin des vignes, l'été dans les pâturages d'altitude, avant de redescendre pour les récoltes et les vendanges. Deux foires régionales ont lieu chaque année à Orsières, l'une au mois de juin, l'autre en octobre. Et les gens n'hésitent pas à fréquenter les foires de Sembrancher, celles de Martigny ou à se rendre dans la Vallée d'Aoste voisine².

La paroisse d'Orsières, desservie par des chanoines de la congrégation du Grand-Saint-Bernard, recoupe le territoire de la commune. Et si l'état des bâtiments religieux permet d'estimer la piété des habitants, la situation n'est guère brillante³. Ainsi, rien que dans le village principal, l'église paroissiale construite au XV^e siècle est délabrée, le cimetière est beaucoup trop petit, la chapelle de Saint-Eusèbe, dans les prés au sud du village, est en ruine depuis plus de vingt ans, alors que celle du Milieu de Ville est sur le point d'être détruite. La religion, à quelques exceptions près, est surtout affaire de routine. La population attend du prêtre qu'il distribue les sacrements aux différentes étapes de la vie et qu'il bénisse les activités villageoises. La messe dominicale à l'église d'Orsières joue de plus un rôle rassembleur.

La Maison du Grand-Saint-Bernard exerce une grande influence à Orsières, et cela sur les plans religieux et économique. Si la commune s'est libérée, entre 1817 et 1843, de la plupart des redevances dues à la cure d'Orsières et au Saint-Bernard, deux servitudes subsistent⁴. La Maison du Saint-Bernard garde le droit de couper le bois nécessaire à l'hospice dans les forêts de Ferret, ainsi que le droit de laisser pâturer librement sur les alpages les chevaux utilisés pour le transport de ce bois.

Sur le plan politique, et afin de répondre à un souci de répartition équitable entre ses différents villages, la commune est découpée en tiers. Les habitants du village principal d'Orsières forment le tiers de Ville. Le tiers d'Issert regroupe les villages du Val Ferret. Enfin, les rives de La Rosière et celle de Souallex forment ensemble le tiers des Côtes. Cette répartition en trois parties (ou en quatre si les deux côtes sont considérées séparément) est valable pour l'organisation des corvées, l'encaissement des taxes ou l'élection de l'exécutif de la commune⁵. Dans ce dernier cas, l'ensemble des citoyens, soit environ 560 hommes, élisent cinq conseillers communaux par tiers, ce qui évite un vote purement sectoriel. Si le nombre de quinze conseillers peut paraître élevé, il n'empêche pas la prédominance de certains notables. Cinq d'entre eux jouent un rôle particulier à l'époque du Sonderbund. Les trois premiers sont notaires : Nicolas Vernay, président de la commune (1829-1835) et député ; Maurice Gaillard, président (1835-1841), député, grand châtelain d'Entremont avant 1847 ; Jean Joseph Rausis, député et neveu du curé Biselx. Les deux autres sont le maréchal-ferrant Etienne Joseph Delarze ainsi que le major Joseph Marie Crettex⁶. Enfant naturel, ce dernier s'était engagé dans les troupes françaises. Revenu au pays en 1830 avec le grade de lieutenant, il est nommé capitaine, puis major dans les troupes cantonales. Il préside la commune d'Orsières de 1841 à 1844.

Lorsqu'en mai 1844, le Valais se prépare à la guerre civile, Crettex prend les armes à titre individuel. Sympathisant radical, il refuse tou-

¹ Ce texte est une adaptation d'un travail de mémoire intitulé « Les suites du Sonderbund à Orsières et les aventures du curé Biselx » et présenté en octobre 2000 à la Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne, sous la direction du Professeur François Jequier.

² Pour ce paragraphe, ROSSIER 1985 et JORIS 1973, *passim*.

³ Sur les différents lieux de culte de la paroisse, BERTHOD 1983, pp. 126-139.

⁴ ACO P467 et ACO P486.

⁵ La question des tiers est développée dans BERTHOD 1983, pp. 28-32.

⁶ Sur Crettex (1799-1850), voir BERTHOD 1983, pp. 419-420.

tefois de livrer à ses amis politiques les fusils entreposés à la commune. Le temps se passe ensuite en palabres. Les troupes orsériennes ne participent ainsi pas aux combats meurtriers de Corberaye dans le Val de Bagnes, ni à ceux du Trient⁷. Mais si le sang ne coule pas à Orsières, une certaine rancœur subsiste, qui pourra renaître le moment venu.

Situation valaisanne en 1847-1848

Lors de la guerre du Sonderbund, le Valais capitule sans combattre le 29 novembre 1847, après la chute de Lucerne et de Fribourg. Certains chefs radicaux exilés depuis 1844 tentent alors de prendre le contrôle de leur canton. Ils devancent les troupes fédérales, se rendent à Sion, où ils convoquent pour le 2 décembre une assemblée populaire⁸. Cette dernière réunit, selon les estimations plus ou moins enthousiastes des contemporains, de trois cents à trois mille personnes. La foule présente prend une série de décisions qui fixent les bases idéologiques et pratiques du nouveau pouvoir valaisan. Un gouvernement provisoire de sept membres est élu, sous la présidence de Maurice Barman, radical modéré, membre du gouvernement entre 1840 et 1844 puis commandant des troupes radicales. Le programme que l'assemblée élabore est surtout marqué par l'idée de revanche contre ceux qui ont entraîné le Valais dans l'épisode désastreux du Sonderbund, et notamment le clergé. Trois types de mesures sont prises dans cette optique⁹. Tout d'abord les immunités ecclésiastiques sont supprimées; ensuite l'instruction publique passe sous la direction de l'Etat; enfin le canton se réserve la surveillance des biens des ordres religieux.

Le gouvernement provisoire applique ces résolutions sans tarder. Le 9 décembre, comme les caisses de l'Etat sont vides, un décret impose une contribution de 200 000 francs aux responsables désignés de la guerre, le clergé et l'ancien pouvoir¹⁰. La Maison du Grand-Saint-Bernard est taxée le plus lourdement, à hauteur de 80 000 francs.

A cette époque, cette congrégation compte trente-six chanoines¹¹. Les novices et les séminaristes logent à l'hospice, les autres occupent des postes en paroisses, en Entremont, à Martigny, à Vouvry et à Lens. A la tête de la congrégation se trouve depuis 1830 le prévôt François Benjamin Filliez¹². Partisan des droits du Bas-Valais, il a une attitude révolutionnaire lorsqu'il accepte de siéger comme représentant du clergé à la diète valaisanne en 1839, alors que la constitution réservait ce droit à l'évêque. Par la suite, il apporte par divers moyens son aide au régime conservateur né en 1844 ainsi qu'à l'alliance du Sonderbund. Ainsi, au moment de la prise d'arme en 1847, il avait hypothéqué une partie des biens de sa Maison situés au Piémont pour garantir un emprunt cantonal destiné à l'achat d'armes et de denrées. A la capitulation, le prévôt, peu désireux d'affronter la vindicte de ses adversaires, quitte Martigny pour gagner le Val d'Aoste.

L'ensemble du clergé refusant de verser la contribution qui lui était demandée par le décret du 9 décembre, l'Etat prend des mesures plus énergiques. En ce qui concerne la Maison du Saint-Bernard, l'opération la plus symbolique est l'envoi d'une troupe armée sur la montagne. L'hospice du Saint-Bernard est occupé le 15 décembre, ce qui provoque bien évidemment la colère et l'indignation de tous les membres de la communauté:

*Les soussignés Chanoines réguliers de la Maison hospitalière du Gd-St-Bernard (en l'absence du prévôt) protestent solennellement à la face de l'Europe contre l'occupation de leur Monastère par des commissaires du Gouvernement provisoire du Canton du Valais, accompagnés d'une trentaine de militaires, baïonnette au fusil.*¹³

Depuis sa retraite de Saint-Oyen, le prévôt se joint à ces protestations en rappelant les mérites séculaires de l'hospice et sa dimension internationale¹⁴. Pour lui, l'hospice fait partie du patrimoine européen et ne doit en conséquence pas être menacé ou ruiné par des décisions hâtives prises au niveau cantonal.

■
⁷ Sur 1844 à Orsières, HUBERT 1844.

⁸ Sur l'assemblée du 2 décembre et l'installation du nouveau pouvoir, REY 1971, pp. 10-14.

⁹ Présentation des articles adoptés par l'assemblée du 2 décembre et concernant le clergé: BORTER 1964, pp. 341-345.

¹⁰ RL VIII, pp. 10-12, décret du 9 décembre 1847.

¹¹ Sur la congrégation du Grand-Saint-Bernard, QUAGLIA 1972, et *Helvetia Sacra* IV/1.

¹² Biographies du prévôt Filliez, QUAGLIA 1972, p. 399; *Helvetia Sacra* IV/1, pp. 210-212.

¹³ AEV DI, Ecclesiastica 2.12, protestation des chanoines, 17 décembre 1847.

¹⁴ AEV DI, Ecclesiastica 2.12, lettre du prévôt au président du gouvernement provisoire, 21 décembre 1847.

Si les soucis financiers et les réclamations du clergé occupent une grande partie de son temps, le gouvernement provisoire doit aussi préparer sa succession. Le 16 décembre a lieu l'élection du Grand Conseil, et une nouvelle constitution est vite mise en chantier¹⁵. Reprenant dans ses grandes lignes les décisions de l'assemblée populaire du 2 décembre, elle est acceptée par le peuple le 16 janvier, en même temps qu'un projet de décret sur la réunion à l'Etat des biens du clergé. Ce dernier texte, promulgué le 29 janvier, officialise et réglemente le transfert à l'Etat des possessions du diocèse, des couvents et des corporations religieuses. En échange, l'Etat s'engage à rétribuer correctement le clergé et à assurer l'hospitalité au Simplon et au Saint-Bernard. Puisque ce décret occupe une place centrale dans l'affaire du curé Biselx, il est nécessaire d'en citer

quelques points, qui concernent directement la paroisse d'Orsières. Ils constitueront en effet le fondement juridique des accusations portées contre Biselx :

Art. 1^{er}. Le R^{me} Evêque de Sion pourvoit aux bénéfices dont la collature ou la repourvue a appartenu jusqu'à ce jour à la maison du St-Bernard et à l'abbaye ou à l'abbé de St-Maurice. [...]

Si l'Evêque n'accepte pas le droit de collature ou de repourvue ci-dessus mentionné, dans le terme d'un mois, dès la communication qui lui sera faite, ce droit est dévolu à l'Etat.

Art. 28. La fortune mobilière et immobilière formant les bénéfices paroissiaux, dont la collature ou la repourvue a appartenu jusqu'à ce jour, à la maison du St-Bernard et à l'abbaye ou à l'abbé de St-Maurice, est

■ ¹⁵ Sur l'élection du Grand Conseil, sa composition et ses travaux, REY 1971, pp.19-21.



Grand-Saint-Bernard, vers 1835
L.J. Ritz (GATTLEN I, 1391)

déclarée et reconnue propriété des communes dans lesquelles ces paroisses sont comprises. Art. 29. Ces communes devront remplacer le système actuel de traitement de leurs ecclésiastiques par une rente pécuniaire annuelle et de manière à faire cesser totalement les redevances féodales et à diminuer autant que possible le casuel obligatoire¹⁶. Le tout sous la responsabilité et la garantie des communes et la surveillance de l'Etat.¹⁷

Ce décret provoque évidemment une onde de choc parmi le clergé. Une intervention de Mgr Luquet¹⁸, délégué extraordinaire du Saint-Siège en Suisse, n'apportera toutefois aucune solution concrète. L'évêque de Sion en tire les conséquences et négocie. Une convention est finalement signée le 19 novembre 1848 entre Mgr de Preux et l'Etat, à propos du clergé diocésain. Le canton accepte de redonner à l'évêque et au Chapitre de la cathédrale une somme de 680 000 francs en capitaux et en biens-fonds, pour assurer leur traitement et l'entretien des églises sédunoises. Plusieurs bâtiments, et en premier lieu le palais épiscopal, sont également laissés au clergé. Quant au reste des biens du diocèse, il est abandonné à l'Etat pour paiement de sa dette. Un arrangement du même type est signé le 16 décembre entre l'abbaye de Saint-Maurice et l'Etat¹⁹. Pouvant compter sur de vastes propriétés en dehors du Valais et sur sa réputation européenne, la congrégation du Saint-Bernard résiste. Ce refus de négocier ne sera pas sans conséquences pour le chanoine Biselx, curé d'Orsières.

LE CHANOINE BISELX AVANT LA CHUTE DU SONDERBUND

Vie religieuse et intellectuelle

François Joseph Biselx est né à Orsières le 30 juillet 1791²⁰. Entré en 1808 dans la congrégation des chanoines du Grand-Saint-Bernard, il est ordonné prêtre en 1814. Tout de suite, il se voit confier la charge de bibliothécaire, l'enseignement de la philosophie pour les sémina-

ristes, et le poste d'infirmier. De 1817 à 1820, il remplit la charge de prieur claustral: il est ainsi responsable des chanoines qui logent au col du Saint-Bernard. Sa nomination en 1820 comme curé de Vouvry montre l'estime dans laquelle il était tenu. L'habitude voulait qu'un chanoine commence plutôt ses séjours en paroisse comme vicaire ou comme assistant d'un confrère plus expérimenté. En 1835, Biselx retrouve son village d'origine et devient curé d'Orsières.

A côté de ce cursus religieux, Biselx suit avec intérêt la vie intellectuelle de son temps, et surtout le développement des sciences naturelles. Il ne fait d'ailleurs en cela que poursuivre une tradition établie dans sa congrégation²¹. En 1817, Biselx, alors prieur, accepte la proposition du professeur genevois Marc-Auguste Pictet d'installer un observatoire météorologique au sommet du col du Saint-Bernard, dans ce qui est l'un des endroits les plus élevés d'Europe habités toute l'année²². Dès lors, le résultat des observations quotidiennes réalisées à l'hospice sera inséré tous les mois dans la *Bibliothèque universelle des Sciences, Belles-Lettres et Arts*. Cette revue, dirigée par Pictet, est alors l'un des véhicules essentiels de la pensée en Suisse romande, surtout dans les milieux protestants²³.

La collaboration de Biselx à cette aventure éditoriale ne s'arrête pas là. En 1819, il y publie une série de trois articles sur le climat, les roches et la flore des environs du Saint-Bernard²⁴. Cette publication, ainsi que la recommandation de Pictet, lui vaudront son admission dans la Société helvétique des sciences naturelles, en section météorologie²⁵. D'autre part, Biselx s'étant plaint dans son texte des effets désastreux sur la santé des chanoines de leurs longs séjours en altitude, un certain professeur Parrot fait, depuis sa ville de Dornat (Estonie), quelques propositions pour améliorer les conditions d'existence à l'hospice²⁶. Avec le soutien de la rédaction de la *Bibliothèque universelle*, il lance aussi une souscription, qui rencontre un grand écho dans toute l'Europe cultivée. La somme récoltée permet de rénover et d'agrandir l'hospice, et même d'installer le chauffage au charbon dans quelques pièces du vénérable bâtiment²⁷.

■
¹⁶ Le casuel est la somme qu'il faut verser au prêtre officiant à l'occasion de certaines cérémonies, par exemple les mariages, enterrements ou baptêmes.

¹⁷ RL VIII, pp. 51-62, décret du 29 janvier 1848.

¹⁸ Jean-François-Onésime Luquet (1812-1858), évêque de Hésébon, délégué apostolique extraordinaire en Suisse de janvier à juin 1848.

¹⁹ Sur ces deux conventions, BORTER 1964, pp. 385-396.

²⁰ Les renseignements sur Biselx sont tirés, sauf indication contraire, de AGSB 670, Catalogue.

²¹ Sur la vie intellectuelle des chanoines à cette époque, QUAGLIA 1972, pp. 432-433, ainsi que l'article de M. Stübenvoll in DUBUIS 1989, pp. 165-175.

²² PICTET 1817, pp. 106-115.

²³ A propos de cette revue et de son contexte intellectuel, BRIDEL, FRANCILLON, passim.

²⁴ BISELX 1819.

²⁵ AGSB 5310, diplôme de membre de la société helvétique des sciences naturelles, décerné à BISELX, 28 juillet 1819.

²⁶ PARROT 1820, pp. 238-245.

²⁷ Sur les résultats de la souscription et la rénovation de l'hospice, BISELX 1830, pp. 1-14.

En juillet 1829, Biselx préside la séance de la Société helvétique des sciences naturelles organisée, à son invitation, à l'hospice du Grand-Saint-Bernard²⁸. Cette rencontre scientifique est l'occasion d'entendre un exposé novateur d'Ignace Venetz²⁹, ingénieur cantonal du Valais, sur l'avancée des glaciers. Ce thème marque Biselx et le pousse à s'intéresser aux blocs erratiques. Plus tard, alors curé d'Orsières, il décrit à Jean de Charpentier, directeur des salines de Bex et autre diffuseur des théories glaciaires, le bloc erratique de la Li-Blanche au-dessus d'Orsières. La position de ce grand rocher en équilibre sur l'un de ses angles l'impressionne : *Si l'été prochain, vous venez ici pour monter à Orny, il faudra que je vous invite à visiter ce minéral solitaire. La théorie de nos vallées occupées par d'énormes glaciers a pour moi quelque chose de si extraordinaire, que je sens une grande répugnance à y adhérer. Rien pourtant ne me parlera aussi haut en faveur de cette opinion, que le gisement du bloc que je viens de voir aujourd'hui.*³⁰

Cette lettre permet aussi de voir en œuvre l'esprit de découverte de cette époque, un esprit fait surtout de longues marches et d'observations dans la nature.

Les relations intellectuelles de Biselx expliquent aussi en partie ses connaissances linguistiques. Dans les archives de la paroisse d'Orsières, il reste un cahier d'une vingtaine de pages, écrit en 1819, et qui constitue une suite des articles publiés dans la *Bibliothèque universelle*³¹. Ce manuscrit fournit des renseignements intéressants sur l'organisation de la communauté du Saint-Bernard et sur la manière de résoudre les problèmes pratiques rencontrés à l'hospice. D'autre part, l'introduction de ce texte est écrite en anglais, langue que Biselx a pu apprendre grâce à la rencontre de voyageurs passant le col du Saint-Bernard ou à la lecture d'ouvrages et de revues. Ces quelques lignes ne permettent pas de juger du niveau de connaissance de Biselx dans cette langue. Il en savait cependant assez pour que ses confrères envisagent un instant de l'envoyer en Angleterre, après la guerre du Sonderbund, pour y faire une quête en faveur

de l'hospice³². L'italien et le latin complètent ses compétences linguistiques.

D'autres talents de Biselx apparaissent encore au hasard d'un document ou d'un autre. Sa fonction d'infirmier à l'hospice devait ainsi se justifier par des rudiments de médecine ou au moins par une connaissance empirique des soins à apporter aux victimes du passage du col et de ses conditions extrêmes. En outre, un voyageur traversant Orsières mentionne ses talents de musicien : *L'église est desservie par un curé et un vicaire. Les dimanches et fêtes le curé récite la première messe et accompagne sur l'instrument le vicaire qui chante la seconde. Le digne homme cumule ainsi les fonctions de curé et d'organiste; hâtons-nous d'ajouter à sa louange qu'il n'en cumule pas les traitements.*³³

A la musique s'ajoute le goût de la lecture, sa bibliothèque comptant 204 volumes au moment du Sonderbund³⁴. Aucun renseignement supplémentaire ne permet toutefois de connaître les titres ou le sujet de ces livres.

Vie politique

Un curé de village ne peut pas se soucier uniquement de questions religieuses, de recherches scientifiques et de discussions savantes. Il est aussi obligé de s'occuper d'affaires pratiques et notamment de soigner les intérêts financiers du bénéfice paroissial. De plus, dans le contexte troublé du Valais du XIX^e siècle, le curé joue, qu'il le veuille ou non, un rôle politique indéniable. Comme la question financière sera au centre de la polémique après le Sonderbund, il est nécessaire de présenter ici l'état du bénéfice paroissial qui détermine la fortune et les revenus du curé d'Orsières. Il existe pour cela un inventaire réalisé par Biselx sur ordre du prévôt à la fin de l'année 1850³⁵. Biselx estime la valeur des terrains et des créances appartenant au bénéfice paroissial à 36 280 fr., sans tenir compte toutefois de la valeur des bâtiments. Avec cela, le revenu du curé et du vicaire se monte à un peu plus de 1000 fr. par année. Pour savoir ce que représentent ces chiffres, il faut les comparer avec ceux donnés par Raynauld dans son étude sur le Val de Bagnes :

²⁸ BISELX 1830, pp. 1-14, et DE LA RIVE 1829, pp. 256-264.

²⁹ Ignace Venetz (1788-1859), ingénieur cantonal, surtout connu pour ses travaux réalisés dans le Val de Bagnes pour tenter d'éviter la débâcle du glacier de Giétro en 1818.

³⁰ Lettre de Biselx, citée in CHARPENTIER 1841, pp. 148-149.

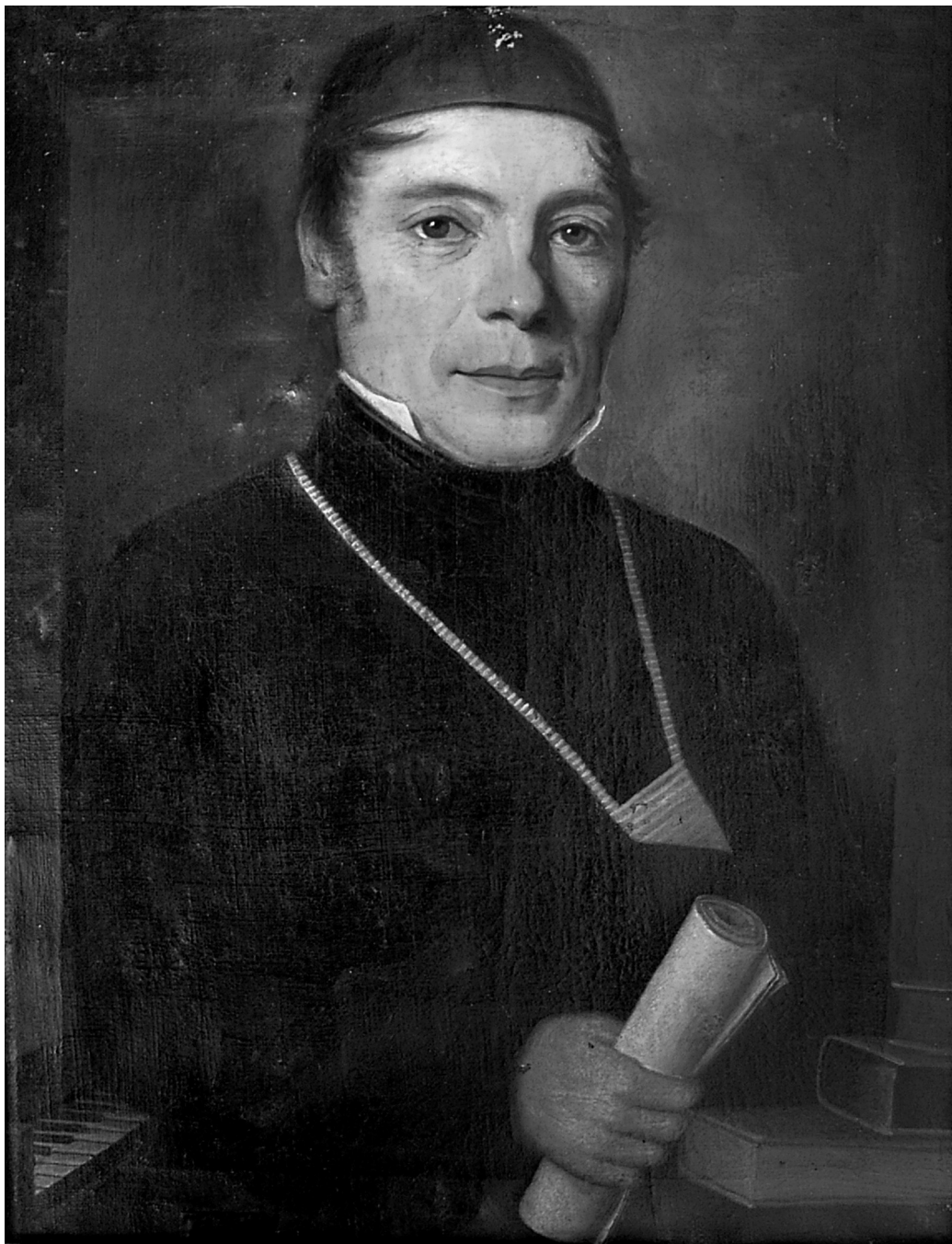
³¹ APO, BISELX, Le régime actuel de l'hospice, 21 p. manuscrites, 1819-1820.

³² AGSB 622/65.7, lettre de Biselx à Hubert, 22 septembre 1849.

³³ AUDIFFRET 1845, pp. 217-218.

³⁴ ACO P606/1, inventaire du bénéfice paroissial, 14 mars 1848.

³⁵ AGSB 3706/25, aperçu de la valeur du bénéfice paroissial [décembre 1850].



François Joseph Biselx, 1816
par Félix Cortey
(Collection Gaspard Pouget, reproduction Dominique Formaz)

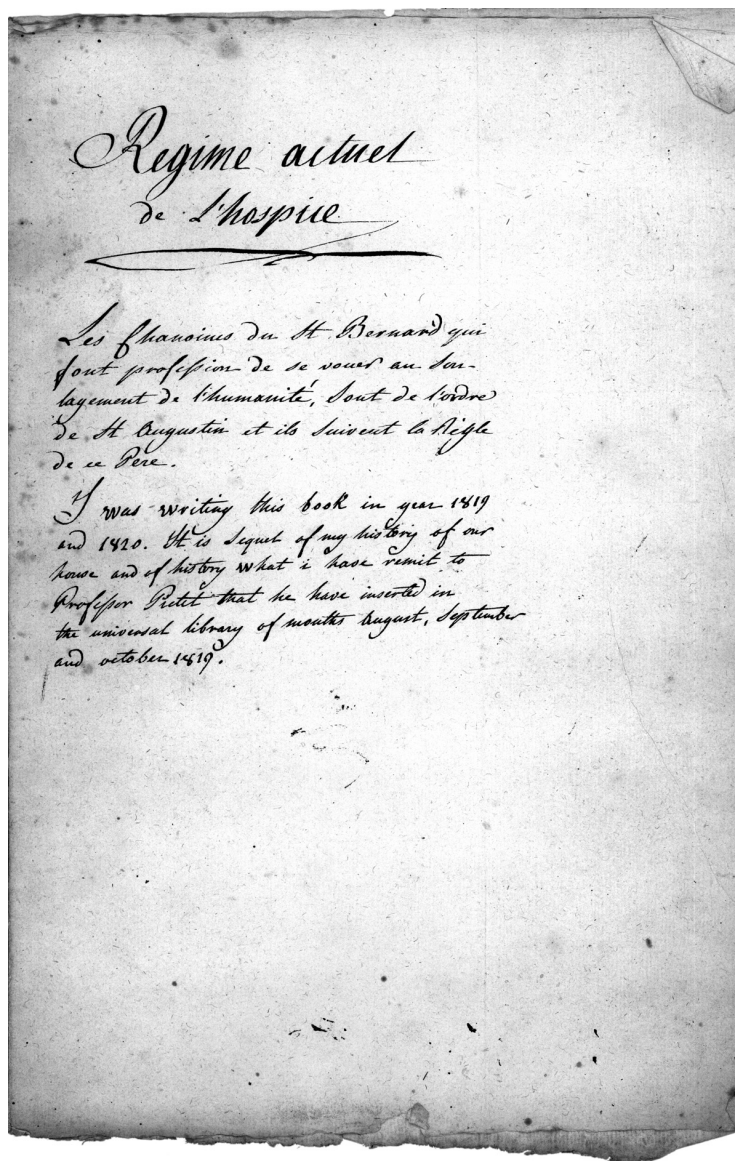


*Avec 3000 francs de biens, un ménage bagnard était en mesure au milieu du siècle dernier de faire face à toutes ses obligations. Les familles riches sont celles qui ont plus de 9000 ou 10 000 francs en biens fonciers ou en créances.*³⁶

Autre point de comparaison, les dépenses de la commune d'Orsières atteignent environ 1300 fr. par année³⁷. Dans une région relativement pauvre en numéraire, le clergé local et ses moyens financiers ne peuvent que susciter des convoitises.

³⁶ RAYNAUD 1976, pp. 260-261.

³⁷ ACO P668/21, 17 février 1849, comptes 1848 : recette 1458 écus, dépense 626 écus; ACO P668/24, 3 avril 1850, comptes 1849 : recette 1388 écus, dépense 636 écus (1 écu=2 francs).



Biselx, Régime actuel de l'hospice
(Archives paroissiales d'Orsières)

Sur le plan politique, Biselx ne joue pas de rôle actif, ni au moment du vote sur la consti-

et rejoint le prévôt Filliez, lui-même réfugié en Vallée d'Aoste.

chanoine de Sion. Sur son rôle politique, voir BORTER 1964.

| Approux approximatif | | | | |
|----------------------|------------------|-------------|---|--|
| de la valeur | de la superficie | par hectare | provision. | |
| noms | Carreaux | toises | millelins | |
| Champ de terre | 25 | a 60 | 500 | |
| Champ de terre | 2 1/2 | a 50 | 250 | |
| Chablis | 8 | a 55 | 440 | |
| Denaire | 8 1/2 | a 15 | 126 | |
| Champ de terre | 10 | a 60 | 600 | |
| Champ de terre | 1 | a 70 | 140 | |
| Champ de terre | 2 | a 50 | 200 | |
| Champ de terre | 16 | a 50 | 112 | |
| Champ de terre | 8 | a 50 | 1280 | |
| Champ de terre | 4 | a 70 | 560 | |
| Champ de terre | 2 1/2 | a 25 | 192 | |
| Champ de terre | 8 1/2 | a 55 | 126 | |
| Champ de terre | 16 1/2 | a 55 | 2016 | |
| Champ de terre | 1 1/2 | a 50 | 106 | |
| Champ de terre | 21 | a 60 | 2580 | |
| Champ de terre | 2 1/2 | a 55 | 206 | |
| Champ de terre | 3 1/2 | a 50 | 226 | |
| Champ de terre | 6 1/2 | a 52 | 16 | |
| Champ de terre | 4 1/2 | a 50 | 166 | |
| Champ de terre | 7 1/2 | a 70 | 1088 | |
| Champ de terre | 2 1/2 | a 60 | 120 | |
| Champ de terre | 8 1/2 | a 50 | 510 | |
| | | | 15176 | |
| Vigne | 20 1/2 | a 4 1/2 | 200 | |
| Vigne | 525 | a 2 1/2 | 2572 | |
| Vigne | 50 | a 2 1/2 | 225 | |
| Vigne | 100 | a 2 1/2 | 500 | |
| | | | 18972 a 1/2 pour cent | |
| | | | 6200. Imprimé pour cent a 1 1/2 pour cent | |
| | | | 4380 au 1/2 pour cent | |
| | | | 192. 20 | |
| | | | 1742. 97 | |

| Report | prend. | produit. |
|------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------|
| les obligations nouvelles etant | 29535. 100. 100. | fr. 22. 97. |
| de — — — 8444 | | |
| il a été par cela 'gagné' | | |
| sur le budget un plus de | | |
| l'ancien budget et si ce gain | | |
| la commune a fournie 836. | | |
| sur la construction à l'égge 2. 90 | | |
| projeté à un nouveau 1 90 | | |
| au jardin séparé 1 60 | | |
| à la cure — 56 | | |
| à la grange — 25 | | |
| <u>1557</u> | | |
| 6891 — 4641 — au budget — 295. 00 | | |
| à déduire comme au | | |
| prie à Vevay après — 126 | | |
| dans la production 6747 | 6747 — au budget 269. 44 | |
| au 24 fev. 1890 donne — — | | 1012. 88 |
| | | 2. 86 |
| Ponds totaux — 56280 | revenue total 1016. 21 | |
| Le bénéfice produit encore | | pour l'entretien de deux pontons |
| Une cure | | |
| Une grange | | |
| Une grange à blé | | |
| Un sautoir à Fully. | | |
| Une cabane à l'écluse | | |
| deux petits pontons au même lieu. | | |
| | | sur ces biens il y a des fondations |
| | | de biens. Le cure et obligés |
| | | blanchir la linge de l'église au |
| | | partir. Les impôts sont payés |
| | | de 15 francs 1/2 de mouture pour la |
| | | commune de Fully. |
| | | les mises fondus sur le bénéfice sont |
| | | au nombre de 20 avec deux autres |
| | | pour les moiti. |

Le changement de régime à Orsières

La capitulation du Valais et la mise en place du régime radical ne provoquent pas de crise à Orsières, même si l'enthousiasme n'est pas vraiment au rendez-vous. Les gens attendent simplement que la situation évolue pour y voir un peu plus clair. Le 4 décembre 1847 arrive dans le village un contingent de l'armée fédérale chargé de vérifier le désarmement des troupes cantonales et de surveiller la région. L'accueil se passe plutôt bien. Tout au plus certains radicaux voudraient que seuls les conservateurs contribuent aux frais de logement et de nourriture des soldats. Le notaire Gaillard se fait le porte-parole des partisans de cette position :

Il est à la connaissance [de l'autorité communale] que les libéraux de Ville ont presque seuls supporté en 1844 les frais de logement et nourriture des troupes haut-valaisannes, en conséquence ce n'est pas trop demandé [sic]⁴¹ que d'être traité en frères.⁴²

Mais comme pour mieux calmer le jeu et montrer l'exemple de la concorde fraternelle, Gaillard promet d'accueillir l'état-major du contingent fédéral pour les quelques jours que dure l'occupation militaire.

Le gouvernement mis en place par l'assemblée du 2 décembre montre aussi son pouvoir dans les différentes régions du canton. Les dizains sont rebaptisés districts et perdent l'essentiel de leur autonomie et de leurs pouvoirs. Le président du dizain est quant à lui remplacé par un délégué à qui le nouveau régime confie la surveillance des communes et la mise en place d'exécutifs dévoués. Le représentant en Entremont du gouvernement provisoire, Gaspard-Daniel Ribordy, nomme le 20 décembre un conseil de neuf membres à Orsières. Crettex et Delarze, qui figurent dans le nombre, sont les nouveaux hommes forts de la commune.

Elections communales sous contrôle

Le 2 février se déroulent les élections communales. Le Conseil d'Etat espère, bien entendu, que celles-ci confirmeront le nouvel ordre établi. Cela sera d'ailleurs le cas dans la plupart des communes. Orsières fait figure d'exception⁴³. Le climat d'incertitude parmi la population et les pressions plus ou moins discrètes des autorités provoquent un sentiment de méfiance. Ainsi, les cinq membres du conseil provisoire qui se présentaient ne sont pas élus. Le major Crettex, nommé le 27 janvier par le Grand Conseil officier supérieur d'artillerie à l'Etat-major cantonal⁴⁴, nommé le 30 du même mois préfet d'Entremont⁴⁵, n'obtient pas la reconnaissance des siens. Les électeurs préfèrent accorder leurs voix à trois autres anciens présidents de la commune, Vernay,

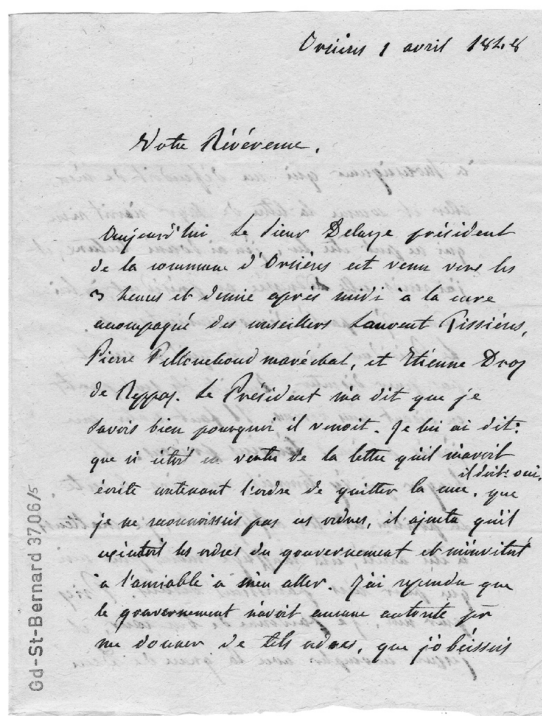
41 L'orthographe et la ponctuation des documents cités sont conformes aux textes originaux.

42 ACO P591, lettre de Gaillard au président de la commune, 4 décembre 1847.

43 Sur les élections du mois de février, ACO P668/20, 2, 7 et 27 février.

44 AEV Prot. GC, 1001-32, p. 117, 27 janvier 1848.

45 AEV Prot. CE, 1101-47, p. 1, nomination des préfets, 30 janvier 1848.



Lettre de Bisels au prévôt Filliez
(1^{er} avril 1848 – Archives du Grand-Saint-Bernard 3706/5)

Gaillard et Jean Emmanuel Thétaz, celui qui a été destitué en décembre 1847.

Cet échec électoral des sympathisants radicaux ne satisfait évidemment pas le gouvernement. Sous prétexte d'une erreur de procédure, l'élection est tout simplement annulée le 11 février par le Conseil d'Etat, sur demande des battus⁴⁶. Le 27 février, un deuxième scrutin voit cette fois une modification complète des résultats. Sept membres du conseil provisoire sont élus, alors que personne parmi les vainqueurs du début du mois n'obtient de siège. Delarze devient président et Crettex se contente, en plus de son rôle de préfet, du poste de secrétaire du conseil communal.

Premiers affrontements entre la commune et le curé Biselx

Un problème important survient immédiatement pour le nouveau conseil. Il doit en effet

s'occuper de l'application du décret du 29 janvier au sujet des avoirs paroissiaux. Suivant la loi, la commune doit procéder au plus vite à l'examen du bénéfice paroissial dont elle est devenue propriétaire. Une délégation du conseil ainsi que le juge communal se présentent le 13 mars à la cure. De retour dans sa paroisse depuis quelques jours, le curé Biselx s'y oppose en vertu des lois ecclésiastiques. Il affirme dans le même temps que les meubles et tous les objets qui sont dans la cure ne sont pas propriétés du bénéfice mais lui appartiennent en propre. Sans tenir compte de ces protestations, les représentants communaux reviennent le lendemain et commencent l'inventaire de la cure⁴⁷. Biselx s'énervé alors et déclare notamment :

*que le décret du onze janvier dernier n'était que l'expression du vœu émis en assemblée du deux décembre 1847 par sept cent à huit cent mauvais sujets*⁴⁸.

⁴⁶ AEV DI, Rapport des préfets, 54.1.5 Entremont 1848, n° 105, pétition de 72 personnes, dont Delarze et Crettex, pour demander l'annulation des élections, 3 février 1848; réponse du Conseil d'Etat, AEV Prot. CE, 1101-47, p. 7, 11 février 1848.

⁴⁷ ACO P606/1, inventaire du bénéfice paroissial d'Orsières, 13 mars-21 avril 1848.

⁴⁸ La déclaration de Biselx n'apparaît pas dans le protocole de l'inventaire des biens de la paroisse. Elle est mentionnée dans APO, jugement contre Biselx, 4 août 1848.

*à l'insigne qui ne s'efforçait de rien
aller et comme la lettre de l'ago n'avait rien
qui ne put être lu, j'en ai donné lecture, et
j'ai remis elle déposée au président, à lui-
même. J'ai parlé d'explication de
le président me reprocher qu'il ne venait
pas pour discuter. Ensuite ils sont partis
en disant mes verbes. Il faut noter que
j'ai eu plusieurs témoins présents. Le
baptême qui se trouvait me dira la suite.
La position est très affligeante, je m'attends
à être arrêté, cela m'afflige moins pour moi
que pour mes paroissiens dévot. Priez
pour moi, je pardonne de bon cœur, et
j'espère unifier avec la grâce de Dieu*

*mon devoir jusqu'à bout. Je ne
puis retarder le porteur.
Bonne nuit, Votre Révérence l'assure
de mon respectueux dévouement,
votre très humble religieux
Bisely curé d'Orsières
Si mes jadis amiables frères communi-
cations de ma lettre à l'insigne.
Pardonnez le mauvais papier*

Ces propos rapportés incitent le Conseil d'Etat à ouvrir une enquête contre le curé d'Orsières. En même temps, le gouvernement demande au préfet Crettex de faire évacuer Biselx de sa cure. Cette décision est transmise au président Delarze, qui ordonne au curé de partir pour le 1^{er} avril⁴⁹. Biselx faisant la sourde oreille ce jour-là, le recours à la force est décidé pour le lendemain, comme en témoigne Crettex :

Le dimanche deux avril, a la requête du Président d'Orsières, je me rendis à la cure, accompagné de quelques membres du conseil et du gendarme de station à Sembrancher, à l'effet d'obtenir prompt obéissance aux ordres supérieurs. L'entrevue a été longue, et après toutes les protestations il a fini par me donner le bras pour sortir de la cure et je l'ai conduit chez son neveu le notaire Rausis, là où il est actuellement. Je dois à la vérité dire que le curé s'est borné à protester contre le décret du 29 janvier, comme étant injuste; il n'a tenu aucun propos offensant contre les autorités constituées, ni contre l'ordre des choses établi en Valais. [...]

*Voilà, Monsieur le conseiller d'Etat, un petit détail sur le premier pas que nous avons fait pour nous débarrasser d'un mauvais pasteur. Le grand coup est encore à faire. L'individu, quoique hors de la cure, est toujours dans la commune et a toujours les mêmes moyens de bouleverser tout, par son esprit diabolique.*⁵⁰

L'expulsion de Biselx de sa cure agit en effet les esprits. Une pétition, couverte de 364 signatures et demandant le maintien du curé est, par exemple, transmise à l'évêque de Sion⁵¹. Le Conseil d'Etat justifie de son côté sa conduite dans une lettre adressée à l'évêque, affirmant que la présence de Biselx est « incompatible avec le repos et la réconciliation de [ses] ouailles »⁵².

Ces intrusions laïques dans les affaires paroissiales provoquent évidemment la colère des autorités religieuses qui les considèrent comme des atteintes inacceptables aux prérogatives de l'Eglise. Le 10 avril, deux lettres sont envoyées simultanément au Conseil d'Etat, l'une par le

prévôt du Saint-Bernard, l'autre par l'évêque de Sion. Ces missives affirment avec force et précision la législation ecclésiastique en vigueur et le refus de toute soumission aux ordres du gouvernement :

Monsieur Biselx possède, à juste titre, la confiance de ses paroissiens en général, autant qu'un curé catholique attaché à ses devoirs peut la posséder aujourd'hui. Si, en ce moment, la grande majorité de la paroisse d'Orsières s'alarme, la cause unique en est l'expulsion injuste, violente et inouïe dans ses formes, d'un curé qu'elle estime et qu'elle veut conserver. Cette cause de trouble et d'agitation ne peut et ne doit être attribuée qu'aux quelques conseillers qui ont expulsé leur pasteur légitime de son presbytère, et non au pasteur lui-même qui, d'ailleurs, s'est constamment efforcé, comme il s'efforce encore de calmer les esprits, et d'empêcher le désordre; son départ eut pu avoir des résultats fâcheux : En conséquence je viens au nom de la Justice, et du bon ordre même, réclamer du Conseil d'Etat la rehabilitation de M. le curé Biselx dans son presbytère et dans la jouissance de ses droits, étant le seul curé légitime de la paroisse d'Orsières.

*Après cet acte de Justice rigoureuse en tous pays civilisés, si les détracteurs de M. Biselx désirent lui intenter procès, sur sa moralité, sa doctrine, et sa conduite, ils doivent s'adresser aux Juges compétents en matière ecclésiastique; Ils peuvent être assurés que droit sera fait à leur demande si elle est fondée.*⁵³

Ce soutien marqué des autorités religieuses est d'autant plus nécessaire que s'ouvre le volet juridique de cette affaire. Le jour-même de l'expulsion de Biselx de sa cure, le Conseil d'Etat avait en effet décidé de le poursuivre devant les tribunaux pour injures envers l'autorité. L'enquête sur les propos du chanoine lors de l'inventaire de la cure et des biens paroissiaux d'Orsières avait abouti à cette dénonciation judiciaire. Le procès se déroulera devant le tribunal d'Entremont, sous la présidence du notaire Gaillard. Il aura pour buts de remettre

■
⁴⁹ AEV Prot. CE, 1101-47, p. 15, séance du 23 mars 1848; AEV DI, Parochiana 7.33.2, lettre du préfet à Delarze, 27 mars 1848; AGSB 3706/1, lettre de Delarze au curé Biselx.

⁵⁰ AEV DI, Rapport des préfets, 146.12 Entremont n°4, lettre de Crettex au Département, 8 avril 1848.

⁵¹ APO, copie de la pétition adressée à l'évêque [avril 1848]. Si cette pétition est non datée, elle correspond cependant aux actes en faveur de Biselx que l'évêque mentionne dans sa lettre au Conseil d'Etat, AES 343.156, 10 avril 1848.

⁵² AES 343.155, lettre du Conseil d'Etat à l'évêque de Sion, 7 avril 1848.

⁵³ AEV DI, Ecclesiastica, 2.15 n° 30, lettre du prévôt au Conseil d'Etat, 10 avril 1848. Voir aussi AES 343.156, lettre de l'évêque de Sion au Conseil d'Etat, 10 avril 1848.

diminuera bien sûr pas le climat de tension très perceptible qui règne entre le curé et l'autorité communale d'Orsières.

Problèmes d'administration

En marge de ce procès, les problèmes posés par le bénéfice paroissial sont eux aussi l'occasion de discussions et de disputes. En conformité avec le décret du 29 janvier, la commune décide de prendre en main les intérêts financiers de la paroisse. Delarze et Crettex, ainsi que deux autres conseillers sont alors nommés pour administrer le bénéfice paroissial⁵⁶.

Les premières décisions prises par cette commission communale correspondent à la législation désormais en vigueur dans le canton. La commune s'approprie les biens paroissiaux, mais en échange la rétribution du clergé et de son personnel passe à sa charge. Comme il s'agit de trouver rapidement un peu d'argent pour subvenir aux besoins du vicaire, de l'église et de leur personnel, une partie du mobilier, des outils, des ustensiles de cuisine, ainsi que le bétail appartenant à la cure sont vendus durant le mois de mai et lors de la foire tenue à Orsières au mois de juin. Le souci d'économie incite même à procéder au remplacement de la servante de la cure, puisque « l'unanimité du Conseil trouvait trop cher le salaire de la servante actuelle »⁵⁷.

Mais l'argent récupéré par toutes ces petites opérations ne suffit pas. Le 25 août, dans le *Bulletin officiel*, le président Delarze publie l'ordre fait à tous les débiteurs du bénéfice paroissial de s'annoncer et de ne verser les sommes dues qu'à la commission communale⁵⁸. Mais cette publication indique malgré tout l'embarras de la commune. Celle-ci souhaite évidemment prendre possession des biens paroissiaux, mais elle ne peut pas le faire sans avoir en main tous les documents nécessaires. Car si l'inventaire réalisé au printemps a permis d'évaluer tous les terrains et les objets qui appartenaient au clergé, il n'a fourni aucun renseignement sur l'identité des personnes à qui le curé a prêté de l'argent et qui lui versent des intérêts. Biselx affirme de son

côté qu'il ne peut remettre le livre des obligations qui contient le nom des débiteurs de la paroisse, sous peine d'excommunication.

Un rapprochement est tout de même tenté vers la fin de l'année. Le conseil communal et le curé se rencontrent le 9 décembre pour essayer de trouver un accord⁵⁹. Biselx se dit prêt à donner des garanties financières équivalentes à la valeur du bénéfice. Il accepte même quelques jours plus tard que les notaires Vernay et Luder procèdent à un inventaire de certaines obligations que possède la paroisse⁶⁰. Biselx refuse par contre catégoriquement de déposer le livre des obligations. Comme de son côté Delarze refuse de négocier avant cela, ce double entêtement ouvre la voie à une nouvelle intervention judiciaire. Ce recours au tribunal se fait d'ailleurs avec la bénédiction du Conseil d'Etat qui s'inquiète de voir cette affaire du bénéfice d'Orsières traîner depuis plusieurs mois sans résultats visibles⁶¹.

Peu soucieux de se retrouver derrière les barreaux, Biselx obtient de son supérieur l'autorisation de s'éloigner de sa paroisse en cas de menaces directes⁶². Dans la nuit du 21 au 22 décembre, Biselx quitte ainsi Orsières, pour rejoindre ses confrères en Vallée d'Aoste. Ce départ se fait dans le plus grand secret, puisque le 24 décembre, lorsqu'ils portent officiellement plainte contre le curé pour vol et détournement de fonds, Crettex et Delarze n'en parlent pas⁶³. Ce n'est que le 26, soit le lendemain de la fête de Noël, que Crettex annonce le départ du curé en lui souhaitant ironiquement bon voyage, et en demandant au Département de l'intérieur d'envoyer le plus vite possible un successeur pour l'administration religieuse de la paroisse⁶⁴. A la fin de l'année 1848, tout est désormais en place pour une longue querelle à la fois politique et religieuse. L'attitude de refus du Saint-Bernard devant la nouvelle législation, la méfiance affichée par la population d'Orsières envers les partisans du gouvernement, la taille de la commune, les jalousies personnelles, tout cela contribue à faire de l'affaire du curé Biselx un cas exemplaire de conflit entre le clergé et l'autorité communale. De plus, l'éloignement

■
⁵⁶ ACO P668/20, séance du 24 avril 1848.

⁵⁷ AGSB 3706/18, déclaration de Delarze, 30 juillet 1848.

⁵⁸ Bulletin officiel, n° 28, 25 août 1848.

⁵⁹ ACO P668/21, protocole du 9 décembre 1848; AEV DI, Parochiana, 7.33.7, lettre de Crettex au Département, 11 décembre 1848.

⁶⁰ APO, déclaration des notaires Vernay et Luder, 15 décembre 1848.

⁶¹ APO, lettre du conseiller d'Etat de Torrenté à Crettex, 7 décembre 1848.

⁶² APO, lettre du prévôt à Biselx, 15 décembre 1848.

⁶³ ATE Orsières 1848-1850, c/curé Biselx, dénonciation contre Biselx, 24 décembre 1848.

⁶⁴ AEV DI, Parochiana 7.33.8, lettre de Crettex, 26 décembre 1848.

géographique d'Orsières vis-à-vis de la capitale permettra à cette situation délicate de durer, sans faire craindre une propagation des troubles à l'ensemble du canton.

1849

Un lointain voyage

Après les ruptures de la fin de l'année 1848, la dénonciation de Biselx au tribunal et son départ de sa paroisse, le début de 1849 est placé sous le signe de l'adaptation aux nouvelles conditions. Pour Biselx, le retour à Saint-Oyen ne se passe pas très bien. Il a l'impression de se voir rejeté par tout le monde, et d'abord par ses confrères. Après trente ans de vie très indépendante dans les cures de Vouvry et d'Orsières, reprendre la vie communautaire et redevenir un simple chanoine parmi d'autres n'est pas facile. De plus, Biselx s'imaginer déjà en prison, sans soutien. Isolé, chassé de son poste et de son village, traîné devant les tribunaux, le voilà placé à près de soixante ans dans un contexte très défavorable.

Depuis les accords passés par l'Etat du Valais avec le diocèse, puis avec l'abbaye de Saint-Maurice, la Maison du Saint-Bernard se retrouve seule dans la lutte pour la sauvegarde de ses droits et de ses intérêts. Les négociations avec le canton étant gelées, le gouvernement suisse estimant que cette affaire est purement valaisanne, le prévôt se tourne vers l'Europe pour tenter de sortir de cette situation délicate. Il publie un mémoire justificatif sur la situation de sa congrégation⁶⁵. Après avoir rappelé le rôle charitable joué par l'hospice du Saint-Bernard au fil des siècles, ce mémoire en présente un état financier détaillé. Sa fortune totale est d'environ 900 000 fr., pour un revenu annuel de 25 000 fr. et des dépenses de 27 000 fr. Seule l'aide des chanoines possédant un bénéfice paroissial permet de compenser ce déficit. A partir de ces chiffres, le prévôt affirme que toute atteinte supplémentaire aux droits et aux propriétés de la congrégation en Valais signifierait la mort de l'hospice du Grand-Saint-Bernard. Ce dernier point suscite évidemment un élan de sympathie parmi les puis-

sances européennes, sensibles à la renommée de ce bâtiment. Sur la lancée de ces sentiments favorables, Filliez désire obtenir des assurances de la part du pape. Mais pour rencontrer directement Pie IX et son administration pontificale, un long voyage jusqu'au sud de la péninsule italienne est nécessaire.

Le prévôt quitte la région d'Aoste vers la mi-février. Le 23 février, après quelques jours de chemin, il demande au prieur Hubert de lui envoyer un confrère qui a de l'expérience afin de l'accompagner⁶⁶. Hubert pense immédiatement à Biselx, et ce dernier prend rapidement la route afin de rejoindre le prévôt à Turin. Dans la capitale piémontaise, les deux religieux présentent leur situation au roi Charles-Albert. Vu les liens anciens et amicaux entre le Saint-Bernard et la Maison de Savoie, tout se passe de manière cordiale. Si le roi n'est d'aucun secours pour diminuer les tensions en Valais, il donne toutefois des garanties à propos des propriétés du Saint-Bernard situées dans le Piémont. Cela n'est pas négligeable, ces propriétés correspondant à la moitié des biens totaux de la Maison religieuse. Le séjour turinois est aussi l'occasion de recevoir des encouragements de la part de certains membres de l'autorité ecclésiastique, notamment l'évêque d'Aoste, celui d'Ivrea, ainsi que le nonce en poste en Piémont⁶⁷.

Le 6 mars, le prévôt et Biselx quittent en diligence Turin pour gagner Gênes. Ils embarquent le lendemain, et après des escales à Livourne et Civitavecchia, arrivent le 12 à Naples. De là, ils poursuivent leur chemin jusqu'à Gaète, qu'ils atteignent le 14 mars⁶⁸. Cette ville, destination de leur voyage, est le refuge du pape Pie IX, chassé de Rome par les troubles révolutionnaires. Après un début de pontificat qui avait laissé de grands espoirs aux libéraux, Pie IX était devenu pour eux un symbole du conservatisme⁶⁹. Chassé de Rome le 24 novembre 1848, il s'était rendu à Gaète, sur les terres du roi de Naples. Entouré d'une cour très réactionnaire, soumis aux pressions des puissances européennes, Pie IX refusait depuis ce lieu d'exil toute idée de conciliation avec la République romaine proclamée à l'instigation de Mazzini,

■
⁶⁵ AGSB 622/274 et AEV DI, Ecclesiastica 2.13, Mémoire justificatif sur l'Hospice, 13 février 1849.

⁶⁶ AGSB 622/241, lettre du prévôt à Hubert, 23 février 1849.

⁶⁷ AGSB 622/61, lettre de Biselx à son confrère Dorsaz, Turin, 5 mars 1849.

⁶⁸ AGSB 622/65.1, lettre de Biselx au prieur Hubert, 19 mars 1849.

⁶⁹ Sur Pie IX et la situation de l'Italie et de Rome à cette époque, AUBERT 1963, pp. 34-38.

attendant qu'une intervention militaire étrangère lui remette son pouvoir temporel.

Le surlendemain de leur arrivée, Filliez et Biselx sont reçus en audience par le pape. Mais cette première rencontre ne débouche sur rien et la désillusion s'installe vite. Les semaines se suivent sans qu'une ouverture ne se dessine dans les méandres de l'administration et de l'entourage du pape. Comprenant que les problèmes de sa communauté ne parviennent pas à émouvoir des prélats pour qui l'unique souci est la rentrée de Pie IX dans ses Etats, le prévôt décide de retourner à Naples avec Biselx. Ce départ permet de faire des économies en évitant les dépenses très élevées qu'implique la nombreuse présence de la cour pontificale dans la petite ville de Gaète. D'autre part, la détérioration de l'état de santé du prévôt incite également à changer d'air. Filliez n'a en effet jamais eu une santé de fer et aux soucis de sa charge se sont ajoutés ce long voyage dans la Péninsule et les conditions de vie difficiles à Gaète. La solidarité des autres congrégations de chanoines réguliers apparaît alors comme un grand réconfort. Filliez et Biselx trouvent refuge à Naples au couvent de Piedigrotta, aux limites de la ville de l'époque⁷⁰. Dès lors, et pour plusieurs mois, ce lieu devient le point de chute des deux prêtres, l'endroit sûr et amical où ils aiment à se retrouver :

*Vous ne pouvez vous figurer la bonté de tous nos confrères de Piedigrotta, c'est une bonté cordiale sans gêner le moins du monde, c'est une prévenance si délicate qu'on est deviné par avance; deux d'entreux se sont même délogés de leurs chambres pour nous, on a refusé avant hier une chambre à un cardinal pour la conserver à M. le prévôt quand il sera de retour des eaux.*⁷¹

En effet, les chanoines valaisans découvrent très vite, dans la baie de Naples, l'enchantement de l'île d'Ischia, réputée pour ses cures thermales. Biselx et Filliez s'y rendent une première fois au début juillet⁷². Le prévôt, très affaibli à son arrivée, s'y soigne avec un bonheur certain, reprenant des forces et du courage. Il décide alors de retenter quelques démarches à la cour pontificale. Ne s'estimant pas lui-même assez en forme

pour défendre les intérêts de sa communauté auprès du pape, il délègue Biselx. Le 24 juillet, celui-ci quitte l'île afin de se rendre à Gaète. Cette tentative ne rencontre cependant pas plus de succès que les précédentes.

Pendant la mission de son confrère à Gaète, le prévôt ne se trouve pas seul et abandonné sur son île. Biselx le signale d'ailleurs :

*En quittant M. le prévôt à Ischia j'avais confiance dans les soins du médecin M. de Rivaz, dans la complaisance de M. le baron Stockalper fils aîné du maréchal commandant de la place de Naples qui venait souvent nous voir et dans la Baronne de Salis qui a beaucoup de bonté pour nous.*⁷³

En plus d'apporter un réconfort moral nécessaire, ces contacts permettent de régler bien des détails pratiques, comme par exemple le logement, les soins, l'acheminement du courrier. En dehors d'Ischia, les aides ne manquent pas non plus. Le soutien essentiel des chanoines napolitains a déjà été mentionné. Les officiers valaisans de l'armée de Naples, et en premier lieu le maréchal de camp Eugène Stockalper et ses enfants, font également beaucoup pour faciliter le séjour de Filliez et de Biselx, ainsi que pour régler les problèmes financiers lorsqu'ils surgissent. Car même en ne dépensant qu'avec parcimonie, les charges sont importantes. Un mécanisme simple est alors parfois utilisé. L'argent prêté par un officier à Naples est remboursé par la communauté du Saint-Bernard à sa famille en Valais⁷⁴.

Même loin du Valais, les deux chanoines ne manquent pas de renseignements sur la situation dans leur canton. Les nouvelles sont surtout transmises par deux de leurs confrères, le prieur Hubert et le chancelier épiscopal Dallèves. Hubert, administrateur général de la congrégation en l'absence du prévôt, raconte à son supérieur ou à Biselx ce qui se passe dans chacune des paroisses de la communauté⁷⁵. Son mandat lui attribue pleins pouvoirs dans la gestion des affaires courantes, mais il tient à ce que ses initiatives soient connues du prévôt et approuvées par lui. Quant à Dallèves, qui demeure à Sion et est à l'écoute de toutes les rumeurs qui circulent dans la capitale, il n'hésite pas à interpréter

■
⁷⁰ AGSB 622/65.3, lettre de Biselx au prieur Hubert, 24 avril 1849.

⁷¹ AGSB 622/65.7, lettre de Biselx à Hubert, Naples, 22 septembre 1849.

⁷² Ce séjour sur l'île d'Ischia est raconté dans AGSB 622/65.4, lettre de Biselx à Hubert, Gaète, 31 juillet 1849, et dans AGSB 622/65.5, lettre de Filliez à Hubert, 9 août 1849.

⁷³ AGSB 622/65.4, lettre de Biselx à Hubert, Gaète, 31 juillet 1849.

⁷⁴ Sur les transferts financiers, APO, lettre de Dallèves à Biselx, 25 novembre 1849; et APO, lettre du maréchal Stockalper à Biselx, 29 janvier [1850].

⁷⁵ Par exemple AGSB 622/256, lettre de Hubert à Filliez, 3 avril 1849; et AGSB 622/267, lettre de Hubert à Biselx, 30 août 1849.

les événements de façon très pessimiste. Certains passages de ses lettres ne devaient d'ailleurs pas vraiment redonner confiance et courage à ses deux confrères déjà désillusionnés quant à l'espoir d'un résultat tangible :

*Je suis bien convaincu que ce que vous obtiendrez du Souverain Pontife ne nous servira de rien; nos radicaux ne respecteront pas les ordres ni les décisions du chef de l'Eglise. Je n'ai aucune espérance pour notre maison, et je crois que ce que nous avons de mieux à faire c'est de sauver du naufrage le plus possible.*⁷⁶ Avec les informations qu'il recevait en provenance du Valais, le prévôt essayait de diriger au mieux sa communauté. Son but est surtout de ne pas ajouter de nouveaux problèmes aux difficultés existantes. Le prévôt ordonne tout de même de ne pas transiger dans les affaires les plus significatives. Ainsi, avant la tenue d'un chapitre des chanoines, il rappelle à Hubert quelques consignes : *Quant à Orsières, chacun des capitulants doit comprendre que dans les circonstances actuelles je ne puis pas changer le curé : si je le changeais ce serait donner victoire aux persécuteurs de M. Biselx, ce serait fournir à d'autres paroisses l'idée de persécuter et de chasser leurs pasteurs, assurées par l'exemple d'Orsières du succès de leur injustice.*⁷⁷

Une étape sur le chemin du retour

Les difficultés du prévôt ne s'arrêtent pas au simple éloignement géographique. Ses ennuis de santé se multiplient et pèsent lourdement sur son moral. Revenu d'Ischia à Naples le 4 septembre, Filliez doit très vite se décider à retourner faire une cure thermale. Il repart donc pour cette île le 17 septembre, tout seul cette fois-ci. Biselx reste à Naples, profitant de l'occasion et de l'amitié de ses confrères napolitains pour découvrir les merveilles touristiques des environs. Son esprit toujours en éveil, Biselx s'intéresse au miracle de saint Janvier⁷⁸, aux ruines du temple de Sérapis à Pouzzoles, et à mille autres choses qu'il raconte à ses confrères restés au pays⁷⁹. Mais cet agréable temps de détente et de culture ne pouvait

durer trop longtemps. Comprenant qu'il est désormais inutile d'espérer quoi que ce soit de la papauté, le prévôt, à peu près rétabli, décide de revenir dans sa communauté. Le 6 novembre 1849, Filliez et Biselx quittent Naples pour se rendre à Rome⁸⁰. Cette étape était motivée par la nécessité de récupérer certains documents qu'ils avaient confiés à l'administration pontificale⁸¹. Depuis la prise de la ville le 3 juillet par les troupes françaises une partie des services pontificaux avait en effet retrouvé son ancien emplacement. La rentrée du pape dans sa capitale était alors évoquée, même si elle ne se déroulera finalement qu'au mois d'avril 1850.

Dans la Ville Eternelle, les deux religieux valaisans trouvent asile chez les chanoines réguliers du Latran, qui logent au couvent de Saint-Pierre-aux-Liens. Les relations entre Filliez et Biselx se détériorent alors. Pour le prévôt, Rome n'était qu'une halte rapide avant son retour auprès des siens. Il avait d'ailleurs prévu de n'y rester qu'une quinzaine de jours. Malheureusement pour lui, sa santé décline à nouveau, ce qui le décourage. Pour Biselx, au contraire, la découverte de Rome est un réel plaisir. Ses lettres et les quelques notes qu'il prend montrent son enthousiasme devant le Moïse de Michel-Ange ou les peintures des salles du Vatican⁸². Il en oublie la situation qui règne dans sa paroisse d'Orsières et la menace que fait peser sur lui le procès qui se déroule devant le tribunal d'Entremont. Cette différence dans la manière d'aborder le voyage était déjà bien présente à l'esprit de Filliez et de Biselx dès le début de leur séjour italien, mais sans créer les tensions visibles. Le premier était chargé des soucis et de la responsabilité de sa congrégation, alors que le second voyait dans l'éloignement l'occasion d'échapper aux difficultés dont il était menacé au pays. Dès le départ de Naples, les choses évoluent. Pour Biselx, un retour auprès des siens implique la réapparition de difficultés occultées. Le prévôt Filliez n'a, par contre, plus de raisons de différer son retour. Dès qu'il se sent suffisamment en forme pour voyager, il se met en route, laissant Biselx à

■
⁷⁶ APO, lettre de Dallèves à Biselx, 14 avril 1849.

⁷⁷ AGSB 622/65.6, lettre de Filliez à Hubert, 18 septembre 1849.

⁷⁸ Dans la cathédrale de Naples, une substance rouge, qui passe pour le sang de saint Janvier, se liquéfie lors de cérémonies très populaires, avant de se solidifier à nouveau.

⁷⁹ AGSB 622/65.7, lettre de Biselx à Hubert, Naples, 22 septembre 1849.

⁸⁰ AGSB 622/65.8, lettre de Biselx à Hubert, Rome, 5 décembre 1849.

⁸¹ AGSB 622/65.9, lettre de Filliez à Hubert, Rome, 22 décembre 1849.

⁸² AGSB 622/271, notes de voyages de Biselx, Rome, novembre 1849.

Rome. Parti de la Ville Eternelle, le 27 décembre, le prévôt arrive à Saint-Oyen le 9 janvier 1850, après onze mois d'absence⁸³. Le bilan du voyage qu'il fait à ses confrères venus le reconforter n'est pas vraiment brillant. Ce résultat ne surprend guère le chancelier épiscopal Dallèves :

[Le prévôt] *ignorait que Rome a toujours été très accommodante avec les spoliateurs de l'Eglise : elle les excommunie d'abord, puis, lorsque chacun s'est arrangé une fortune aux dépens du clergé, chacun retourne au catholicisme pour faire sanctionner le vol à main armée, et Rome absout, n'oblige pas à restituer, parce que la restitution est présentée comme impossible et le clergé reste pauvre tandis que les spoliateurs se sont enrichis de ses dépouilles, fruit de ses sueurs.*⁸⁴

A la lumière de cet exemple, il est clair que la congrégation du Saint-Bernard n'a plus confiance en l'autorité pontificale. Comme le prévôt se refuse à céder au pouvoir radical valaisan, il se retire près d'Aoste, à Charvensod puis à Moncenis, et se laisse gagner par le désespoir. Même l'affaiblissement radical et l'arrivée au pouvoir des conservateurs en Valais en 1857 ne le sortiront pas de sa torpeur.

Quelques nouvelles du pays

Le début de l'année 1849 est marqué à Orsières par la volonté du conseil de profiter du départ du curé pour régler les problèmes d'administration paroissiale. Déjà le 5 janvier, l'exécutif communal décide de verser au vicaire Rossier une pension annuelle de trente louis (environ 500 fr.). Ce dernier n'a, par contre, plus droit au casuel obligatoire versé par les fidèles à l'occasion de certaines cérémonies⁸⁵. L'argent récolté à ces occasions est réservé à l'entretien des bâtiments religieux et au service du culte. Une fois cet accord conclu se pose la question du deuxième prêtre nécessaire pour cette paroisse. Le chanoine Lugon remplace quelque temps Biselx⁸⁶, avant que son confrère Marquis, vicaire de Vouvry, ne lui succède dès le 17 mars⁸⁷. Le conseil communal décide au début avril de

remettre au nouveau responsable de la paroisse les revenus du bénéfice. Crettex est le seul à s'opposer à cette décision, l'estimant contraire aux lois en vigueur⁸⁸. Il est vrai que le décret cantonal imposait aux communes de prendre en charge elles-mêmes le bénéfice et de verser en échange une rente annuelle aux prêtres. En remettant la gestion temporelle de la paroisse à un religieux, le conseil fait pourtant preuve de bon sens. Par ce fait, il réduit les tensions qui auraient pu conduire à une intervention et à une régie de l'Etat. Pour Delarze et les autres conseillers, le respect scrupuleux des lois cantonales passe donc après les intérêts immédiats de la commune. Il paraît en effet plus facile d'intervenir et de faire pression sur un chanoine avec lequel les premiers contacts sont agréables, que sur une commission dépendant du gouvernement. De plus, en laissant l'administration des biens à Marquis, le conseil permet à l'argent de rentrer. Car en l'absence de documents officiels, les locataires des terrains paroissiaux auraient pu refuser de verser les montants dus à la commune. Dans ce contexte, l'autorité du remplaçant de Biselx permet donc de mettre en location les terrains et les vignes appartenant au bénéfice, ainsi que de faire rentrer les intérêts dus. Cet accord entre la commune et Marquis est reconnu, en l'absence du prévôt, par le prieur Hubert. Celui-ci soumet quand même son approbation à des consignes strictes afin de ne pas empiéter sur les droits de Biselx⁸⁹.

Un bien long procès

L'arrangement rapide passé entre Marquis et le conseil communal était d'autant plus nécessaire que la Justice ne se pressait pas pour trancher dans l'affaire opposant la commission chargée du bénéfice au curé. Pendant toute l'année 1849, le procès de Biselx traîne en effet devant le tribunal d'Entremont. Après la dénonciation du mois de décembre 1848, les premiers mois de l'année suivante se perdent en citations à comparaître et en séances vite ajournées en l'absence du prévenu. Du 23 janvier au 20 juin, six séances ont ainsi lieu sans que les

■
⁸³ AGSB 643, lettre de Dallèves à Deléglise, 23 janvier 1850.

⁸⁴ APO, lettre de Dallèves à Biselx, 26 janvier 1850.

⁸⁵ ACO P606/3, délibérations du conseil au sujet des biens du clergé, 5 janvier 1849.

⁸⁶ AGSB 622/236, circulaire du 20 février 1849.

⁸⁷ AGSB 622/256, lettre de Hubert à Filliez, 3 avril 1849.

⁸⁸ ACO P668/21, 9 avril 1849.

⁸⁹ AGSB 3706/21, lettre de Hubert à Marquis, 30 mars 1849.

auditions ne débutent⁹⁰. Le tribunal doit aussi affronter l'un de ses membres. Le notaire et juge suppléant Voutaz de Sembrancher ayant affirmé que « les affaires du clergé sont du ressort de l'autorité ecclésiastique », le Département de justice et police intervient pour lui demander de s'expliquer sur cette « violation bien caractérisée de la charte constitutionnelle du canton »⁹¹. Si sa réponse n'est pas connue, Voutaz ne siégera en tout cas plus au cours de ce procès. Quelques mois auparavant, il était pourtant parmi les juges qui avaient condamné Biselx pour insultes. Le scrupule qui l'habite désormais montre que le vent tourne et que le régime radical commence à perdre le soutien de ceux qui l'avaient rallié par opportunisme.

Le 12 juillet voit enfin le début des auditions. La journée commence par une intervention du notaire Rausis qui demande à défendre Biselx. Le tribunal refuse, Rausis ne possédant pas de procuration valable et ne désirant pas se porter caution pour son oncle. L'enthousiasme n'est ensuite pas très visible parmi les conseillers communaux d'Orsières appelés à la barre comme témoins. Il convient de rappeler ici que la plainte contre Biselx est uniquement le fait de Delarze et Crettex, qui ont agi au nom de la commission chargée par le conseil d'administrer le bénéfice paroissial. Mais cette commission n'a plus de sens depuis que cette gestion a été remise au chanoine Marquis. A quoi sert alors le procès ? Certains conseillers se le demandent en toute bonne foi. Ainsi, après l'interrogatoire de Delarze qui confirme la plainte déposée en décembre 1848, l'embarras est grand parmi les cinq membres de l'exécutif d'Orsières interrogés. A la question : « Le conseil a-t-il des difficultés avec l'ancien curé Biselx ? », Jean Joseph Thétaz répond ainsi :

Nous n'avons pas eu d'autres difficultés avec M. Biselx sinon relativement au livre renfermant les obligations du bénéfice pastoral parce que M. le curé a répondu qu'il n'était pas en droit de remettre ce livre, car défense lui en était faite par ses supérieurs et qu'il aurait encouru excommunication.

Les quatre autres conseillers font des réponses semblables. Pour le tribunal, il paraît indispensable de trouver ce livre des obligations autour duquel tourne le procès. Comme Biselx a dû le laisser quelque part à Orsières, les soupçons se portent sur ses amis et en premier lieu sur son neveu Rausis. Mais celui-ci jure sous serment qu'il ne sait pas où ce livre se trouve. Deux perquisitions sont effectuées sans plus de résultat le 13 juillet, la première chez Ambroise Joris, ancien juge de commune, la seconde chez Jean Tornay, laboureur chargé de faire rentrer les intérêts pour le compte de la paroisse. Le coup est rude pour l'accusation. A l'éloignement du prévenu, au manque d'intérêt de la plupart des membres du conseil d'Orsières, s'ajoute l'absence d'un document essentiel. Biselx se retrouve ainsi accusé de détournement de fonds, mais personne ne peut dire avec précision quel est le montant en jeu. Une longue interruption dans les auditions montre le profond embarras du tribunal. De mi-juillet jusqu'au 16 novembre, rien ne se passe.

A la reprise du procès, le président Delarze estime finalement à 13 124 fr. la valeur des obligations de la paroisse. Ce chiffre se fonde sur les deux actes de rachat par la commune de certains droits féodaux, l'un de 1822, l'autre de 1843. Le président a considéré que les montants versés à la paroisse en ces occasions forment le capital du bénéfice. Son calcul n'est pas faux puisqu'il correspond au total des obligations figurant dans le tableau approximatif que Biselx dressera l'année suivante. Delarze admet même qu'une partie de cette somme a pu servir à améliorer le bénéfice, et qu'il faudra en tenir compte.

Désormais le tribunal possède une idée plus précise de ce qu'il est en train de juger et la procédure s'accélère. Le 6 décembre, tous les protagonistes sont convoqués pour les réquisitoires et l'annonce du verdict. Rausis tente à ce moment-là de justifier une nouvelle fois son oncle, en présentant à la cour une procuration du prieur Hubert. Cette pièce reprend la ligne de défense de Biselx qui ne saurait reconnaître la compétence et la légitimité du tribunal d'Entremont dans cette cause⁹². Cette

■
⁹⁰ Toutes les informations et les citations concernant le procès sont tirées, sauf exceptions mentionnées, de ATE Orsières 1848-1850 c/curé Biselx, compte rendu des audiences.

⁹¹ AEV DJP II, 5030-3.1, Copies-lettres, vol. 14, 1849, n° 189, 5 mai 1849.

⁹² ATE Orsières 1848-1850 c/curé Biselx, procuration faite au notaire Rausis par le prieur Hubert, 9 novembre 1849.

séance aurait dû être celle du jugement, mais les nombreuses absences en décident autrement et conduisent le greffier à laisser poindre une certaine lassitude :

Vu l'absence de plusieurs membres du tribunal et celle de M. le rapporteur, qui n'a pu dresser son réquisitoire ni être présent aux débats qui devaient avoir lieu en ce jour; la commission d'instruction renvoie le jugement à porter dans cette cause à un jour où le tribunal pourra être complet et où le ministère public fournira son rapport.

Le verdict ne sera finalement rendu que le 2 janvier 1850⁹³. Biselx est condamné à une légère amende de 50 fr. et aux frais de la longue procédure. En ce qui concerne les avoirs paroissiaux, le tribunal lui ordonne de les remettre à la commune, sous peine d'un an de prison. En échange, la commune doit rembourser au curé les investissements effectués pour améliorer la valeur du bénéfice paroissial. Ce jugement se caractérise donc par sa modération. Il correspond en cela à un sentiment qui se développe de plus en plus en Valais. Pour le régime radical, l'important était de priver le clergé de ses leviers politiques. Une fois cela réalisé, il montre sa volonté de ne pas s'acharner plus encore contre la religion. En juin 1849 par exemple, une pétition signée par des dizaines d'habitants de Liddes, Orsières et Bagnes, est remise au Grand Conseil. Ces citoyens refusent de participer aux paiements des frais de guerre imposés aux communes, prétextant que tous les frais doivent être supportés par le clergé. Le Grand Conseil invoque alors la nécessité de faire payer tout le monde, surtout si l'on considère que les biens du Clergé réunis au domaine de l'Etat sont insuffisants pour combler le vide que la guerre a fait à nos finances et qu'on ne pourrait réclamer d'avantage du clergé sans le dépouiller, ce qui n'entre dans les vues de personne.⁹⁴

Ce sentiment d'attachement au catholicisme est partagé par la majorité de l'élite et des autorités radicales. Le temps de la revanche est passé.

1850

Situation à Orsières

L'année 1850 commence de façon encourageante pour Biselx. Bien sûr, il est toujours exilé en Italie, bien sûr, la situation est difficile pour l'ensemble de la communauté du Grand-Saint-Bernard, bien sûr, son procès devant le tribunal d'Entremont se termine par sa condamnation. Toutefois ce jugement assez clément laisse penser que le moment du retour se rapproche.

Bien des éléments indiquent d'autre part, que le radicalisme s'essouffle en Valais. Jusqu'alors, le refus de la politique radicale était le fait de certaines communes qui voyaient dans les nouvelles lois proposées une atteinte à leur liberté et leurs prérogatives. En cette année 1850, la résistance passive sur un plan local laisse place à des actions d'opposition politique au niveau cantonal⁹⁵. Il s'agit d'entraver l'action du pouvoir lui-même, et non plus de lutter contre l'application de certaines lois sur le terrain. Les conservateurs sont d'autant plus encouragés à suivre cette voie qu'ils se sentent soutenus par la majorité de la population et des communes. Les élections communales du début de l'année 1850 confirmeront, dans la plupart des régions, la méfiance grandissante envers le régime né en décembre 1847. Ainsi à Orsières, l'élection au conseil communal du 20 janvier confirme la volonté populaire de fermer la parenthèse radicale : Crettex et Delarze ne sont pas réélus, n'obtenant respectivement que 40 et 6 voix, sur seulement 129 électeurs⁹⁶. La faible participation vient certainement du souvenir de l'annulation de l'élection communale précédente en 1848. Elle vient aussi du peu d'enthousiasme des habitants à l'idée de remplir une fonction publique. Ainsi, sur les quinze élus, quatre demandent leur démission au Conseil d'Etat qui accepte, en vertu d'une loi permettant à ceux qui ont déjà rempli deux législatures de ne pas siéger à nouveau⁹⁷. En attendant l'organisation d'un scrutin complémentaire, Crettex, en tant que préfet, ordonne à l'ancien conseil et au pré-

■
⁹³ ATE Orsières 1848-1850, c/curé Biselx, jugement rendu.

⁹⁴ AEV Prot. GC, 1001-36, p. 91, 6 juin 1849.

⁹⁵ Sur ce changement dans la politique d'opposition, REY 1971, pp. 34-37.

⁹⁶ ACO P668/23, procès-verbal des élections communales, 20 janvier 1850.

⁹⁷ AEV Prot. CE, 1101-47, p. 117, séances des 5 et 6 février 1850.

sident Delarze de prolonger leur mandat. Delarze s'en prend alors au préfet, estimant sa tâche accomplie⁹⁸. La rupture entre les deux hommes éclate au grand jour. Crettex dénonce même son ancien allié au tribunal pour injures envers l'autorité⁹⁹.

L'ancien conseil ne siégeant plus, le nouveau n'étant pas en fonction, le climat est lourd parmi la population pendant tout le mois de février. Pour augmenter encore les suspicions, Crettex reçoit du Département de l'intérieur l'ordre de procéder à une enquête administrative à propos des cabales électorales qui se seraient déroulées à Orsières. Il interroge d'abord les membres du bureau électoral, puis il s'intéresse à l'activité des six marchands de vin qui font commerce dans le village. Ne trouvant pas de preuves des affirmations dont le Département se faisait l'écho, Crettex en profite pour critiquer les perdants des élections, et surtout Delarze et Gaillard : « Ces messieurs font des rapports par derrière, et ne veulent rien dire en face »¹⁰⁰. Les deux ans de pouvoir radical à Orsières se terminent ainsi dans une certaine confusion et les querelles personnelles. En ce qui concerne l'administration du bénéfice paroissial, la tension est toujours bien présente. Dès son retour de Rome, Filliez avait en effet reçu du chanoine Favre, curé de Sembrancher, un rapport guère encourageant sur la situation à Orsières :

*Tous les honnêtes gens d'Orsières restent inviolablement attachés à leur pasteur M. Biselx. Ils regrettent beaucoup que M. Marquis ait été destiné à le remplacer, pendant son absence. Il est assez bon prêtre, dit-on, mais il n'est pas propre à administrer la paroisse d'Orsières dans les circonstances actuelles; attendu que sa manière d'agir est favorable aux Radicaux et propre à affaiblir la cause des conservateurs. On dirait même qu'il affecte de plaire aux ennemis de M. Biselx, soit en chaire, soit ailleur. La manière d'agir de M. Marquis est un triomphe pour les ennemis du clergé, qui regardent tous les autres prêtres comme des fanatiques. C'est peine perdue de lui donner des avis, il ne suit que sa tête.*¹⁰¹

La réaction du prévôt avait été rapide. Quelques jours plus tard, il avait envoyé le prieur Hubert à Orsières pour s'occuper de l'administration temporelle du bénéfice paroissial. La lettre qui informait Marquis de cette décision contenait aussi des critiques à peine voilées sur sa conduite trop arrangeante envers les adversaires de l'Eglise en ces temps difficiles :

*Aucun de nous ne peut ignorer qu'il ne peut consentir ni directement ni indirectement à aucune des nombreuses violations des lois ecclésiastiques et des droits y relatifs sans encourir, avec leurs violations, les censures excommunicatives.*¹⁰²

Les premières décisions prises par Hubert sont loin de calmer les esprits. Dans le contexte tendu des élections communales, il nomme en effet comme administrateur du bénéfice le notaire Rausis, ce qui fait tout de suite bondir Crettex. Ce dernier demande alors sans succès au Conseil d'Etat d'intervenir pour mettre sous régie les avoirs paroissiaux¹⁰³.

Un épisode supplémentaire complique encore la situation. Le 17 février, Delarze publie officiellement aux criées d'Orsières le jugement rendu contre Biselx. Rausis profite de l'occasion pour défendre de vive voix la position de son oncle. L'agitation créée par cette publication et par ce discours conduit presque à l'émeute¹⁰⁴. Confronté à cette grave situation, le Conseil d'Etat décide l'envoi d'une commission pour garantir l'ordre durant les élections complémentaires à venir¹⁰⁵.

Le 24 février, en présence du conseiller d'Etat Claivaz, Crettex obtient cette fois son siège de conseiller communal. Delarze est également élu, mais comme plusieurs personnes se plaignent de n'avoir pas eu le temps de voter, Claivaz ordonne de reprendre les opérations électorales. Finalement, Delarze est mis en ballottage par Fidèle Joris, aucun des deux candidats n'obtenant la majorité absolue. Tout recommence le 3 mars, ce qui laisse le temps à chaque camp de se préparer pour amener aux urnes le plus possible de sympathisants. Cette troisième étape des élections voit la victoire très nette de Joris sur Delarze pour le poste

■
⁹⁸ AEV DI, Entremont 1850, 54.1.6 n° 139, rapport de Crettex au Département, 3 février 1850.

⁹⁹ ATE, Orsières 1850, Crettex c/Delarze.

¹⁰⁰ AEV DI, Entremont 1850, 54.1.6 n° 141, lettre de Crettex au Département, 13 février 1850.

¹⁰¹ AGSB 921/14, lettre du chanoine Favre au prévôt, 16 janvier 1850.

¹⁰² AGSB 3706/24, lettre du prévôt au chanoine Marquis, 24 janvier 1850.

¹⁰³ AEV DI, Rapport des préfets, 146.12 n° 12, lettre de Crettex à de Torrenté, 18 février 1850.

¹⁰⁴ AEV DI, Rapport des préfets, 146.12 n° 13, lettre de Crettex au Département, 18 février 1850.

¹⁰⁵ AEV Prot. CE, 1101-47, p. 119, séance du 19 février 1850.

de conseiller, et cela avec une participation trois fois plus importante que lors de l'élection du 20 janvier. Dans la foulée, Joris se présente contre Crettex pour la présidence, et il l'emporte largement. Crettex échouera encore à obtenir la vice-présidence¹⁰⁶. Plus que d'un retour à la situation d'avant le Sonderbund, il faut parler d'un désir de la population d'oublier les récentes querelles. Dans ce contexte, l'arrivée de Fidèle Joris, qui n'a que 28 ans, est très compréhensible. Notaire, mais aussi professeur de français au collège de Sion depuis 1848, Joris paraît en dehors des intrigues villageoises¹⁰⁷. Pour justifier la confiance placée en lui et montrer sa volonté de calmer les tensions, Joris redonne à Crettex le poste de secrétaire du conseil.

Les doutes de Biselx à Rome

En même temps que se passent à Orsières ces changements importants, la situation de Biselx à Rome évolue. Resté seul dans la Ville Eternelle, celui-ci réfléchit à ce qu'il doit faire. Le rôle d'un prêtre n'est-il pas de lutter pour ses convictions dans les moments difficiles ? La sauvegarde de sa personne n'est-elle pas une lâcheté ? Les pressions amicales du prieur Hubert poussent Biselx à reprendre contact avec le prévôt. A la fin janvier, il écrit ainsi à son supérieur pour lui exprimer ses doutes et sa totale obéissance aux ordres qu'il recevra¹⁰⁸.

Le prévôt répond immédiatement à son confrère¹⁰⁹. La première partie de sa lettre est un résumé des discussions qu'ont eues Filliez et Biselx dans les moments difficiles de leur voyage, et notamment à Rome. On y découvre un Biselx craintif et un peu paranoïaque qui croit que tous les malheurs du monde lui sont destinés et que personne n'est à ses côtés pour l'aider dans ces moments d'épreuves. La deuxième partie est un vibrant appel pour que Biselx revienne auprès des siens. Parmi les arguments du prévôt pour hâter ce retour figurent la nouvelle composition du conseil communal d'Orsières, ainsi qu'une allusion aux difficultés engendrées par

la présence de Marquis dans cette paroisse. Suite à ces pressions, Biselx se décide et quitte Rome le 5 mars 1850¹¹⁰.

La prolongation du séjour romain de Biselx commençait d'ailleurs à faire jaser certains confrères. Le prévôt avait expliqué que son confrère souhaitait simplement rester à Rome pour admirer la rentrée du pape dans sa capitale. Mais cette affirmation n'avait convaincu personne. Tout le monde soupçonnait que les relations tendues entre Filliez et Biselx avaient permis cette situation :

*D'après M. le prévôt, il semblerait que [M. Biselx] n'est resté à Rome que parce qu'il n'avait pas fini de voir la ville, du reste M. le prévôt ne parle de son compagnon qu'à regret pour ainsi dire et toujours en ayant l'air de s'en plaindre; c'est bien douteux s'ils ont été bons compagnons de voyage. Du reste M. le curé voyage en touriste, s'arrête en amateur devant chaque pierre qu'il rencontre.*¹¹¹

Un autre chanoine se montre encore plus critique, tout d'abord envers l'Eglise en général, puis envers Biselx en particulier. La charité chrétienne n'empêche décidément pas quelques remarques fort peu confraternelles :

M. le prévôt n'a que très peu séjourné à Rome, mais il y a encore trop séjourné pour la pauvre idée qu'il s'est faite du clergé romain, car il nous l'a dépeint sous les plus tristes couleurs. Le pape, nous a-t-il dit, est un homme sans force et sans caractère; il est sous l'impression de ministres sans expérience et sans talents administratifs. Les seules personnes qui pourraient le servir par leurs lumières et leur savoir faire, sont les ex-ambassadeurs, auxquels on peut joindre le cardinal Lambruschini et quelques prélats français qui se trouvaient à Gaète, mais l'ambition sans borne du clergé romain éloigne du pape les personnes qui pourraient mieux le servir. L'entourage du pape à Gaète a souverainement déplu au roi de Naples, qui préfère, a-t-il dit, son clergé à celui de Rome. M. le prévôt est aussi de ce sentiment, car la comparaison qu'il nous a

■
¹⁰⁶ Sur les péripéties de ces élections, ACO P668/23, 24 février et 3 mars 1850.

¹⁰⁷ Fidèle Joris (1822-1886), avocat et notaire, professeur, président d'Orsières, député (1852-86), président du Grand Conseil (1877-81), président du tribunal d'Entremont (1857-77), juge instructeur (1877-86), conseiller aux Etats (1868-69), conseiller national (1878-86).

¹⁰⁸ AGSB 3706/27a, lettre de Biselx à Filliez, 28 janvier 1850.

¹⁰⁹ AGSB 3706/27b, réponse de Filliez à Biselx, 13 février 1850.

¹¹⁰ AGSB 3706/29, lettre de Mgr de Curtins à Filliez, 5 mars 1850.

¹¹¹ AGSB 643, lettre du chanoine Lugon à son confrère Deléglise, 22 janvier 1850.

fait du personnel de ces deux églises est toute à l'avantage du clergé napolitain. Il ne croit pas que le gouvernement papal puisse marcher avec de pareils administrateurs, qui sont impuissants, ou plutôt incapables de diriger leurs propres maisons. Le pape est l'ennemi le plus avoué des ordres religieux : aussi seront-ils supprimés dans ses Etats, sinon par un décret, du moins par les entraves et les dispositions temporelles auxquelles on les a assujettis. Autant M. le prévôt hait les Romains en général, autant il aime et respecte le clergé et le peuple napolitain. Son séjour à l'île d'Ischia lui fournit les épisodes les plus agréables de tout son voyage : il ne tarit point lorsqu'il raconte les usages et les mœurs de ces braves insulaires. [...]

Vous saurez sans doute que M. Biselx n'est pas encore revenu de Rome. Nous ne connaissons pas le véritable motif de ce retard; le prévôt nous a dit que sur les instances de Biselx, qui témoignait le désir de voir les fêtes qu'on préparait pour le retour du pape, il lui avait permis de prolonger son absence, et de séjourner dans cette capitale. Voilà bien de furieuses raisons qui doivent autoriser un séjour à l'étranger et qui peuvent légitimer de grandes dépenses... Nous donner de pareilles billevesées pour des raisons solides, c'est bien le cas de dire que la poule a pris le renard. Nous jugeons différemment des motifs qui ont engagé notre confrère à différer son retour; c'est qu'il se soucie fort peu, pas du tout même, de revenir à St Oyen. Vous connaissez la sensibilité de ce bon confrère, dès lors il est facile de croire, et de croire d'une foi robuste, qu'il ne saurait guères aimer un séjour où les égards et les petits soins n'apparaissent que de fort loin. Nous n'avons jamais eu la prétention de croire que ce bon confrère n'ait jamais commis de fautes d'administration. Nous avons cru au contraire, et nous en sommes persuadés, qu'il aurait pu s'éviter certaines dépenses qui tenaient plutôt de la fantaisie que de la nécessité, mais nous ne sommes pas de ces gens qui

*profitent de l'adversité pour faire ressortir les fautes qu'on a pu commettre fort innocemment.*¹¹²

La date du retour de Biselx auprès des siens n'est pas connue, mais une lettre du 30 juin mentionne les nombreuses visites que celui-ci reçoit à l'hospice du Saint-Bernard¹¹³. La plus grande partie de son voyage de retour est effectuée, mais une dernière étape reste à parcourir.

Le retour auprès des siens

La situation n'évolue pas beaucoup durant l'été. Pour assister à des changements significatifs, il faudra attendre le mois de septembre, qui marque traditionnellement la reprise de la vie publique après la pause observée durant les séjours dans les alpages, et avant le début des vendanges. A Orsières, le seul fait marquant de cet été est le décès au mois d'août de Crettex, salué dans le *Courrier du Valais* comme « magistrat intègre et citoyen sincèrement dévoué aux institutions démocratiques »¹¹⁴. Pendant l'été se déroule aussi le chapitre des chanoines du Saint-Bernard. La principale décision de cette assemblée est la nomination d'un nouveau prieur, le chanoine Deléglise. Il succède à Hubert qui avait soutenu fidèlement Biselx dans les moments difficiles.

Le 1^{er} septembre 1850, le conseil communal d'Orsières demande officiellement à son curé légitime de revenir au milieu de ses paroissiens. Cette lettre écrite par le président Joris est un modèle d'écriture claire et précise. Le conseil présente d'abord ses regrets, ensuite son espoir d'un retour du curé, puis sa volonté d'apaisement. Un dernier paragraphe mentionne enfin le problème en suspens, celui du bénéfice :

Si nous avons attendu si longtemps pour venir vous témoigner nos sentiments d'affection filiale, d'estime et d'attachement, ce n'est pas que ces sentiments aient été éteints jusqu'à ce jour dans nos cœurs. Nous avons gémi, ainsi que vos paroissiens, lorsque des hommes revêtus de l'autorité et se disant agir en son nom, osèrent entrer dans votre presbytère, pour en sortir, sans forme de procès, sans

■
¹¹² AGSB 643, lettre du chanoine Borman à Deléglise, 5 mars 1850.

¹¹³ AGSB 643, lettre de Lugon à Deléglise, 30 juin 1850.

¹¹⁴ *Courrier du Valais*, n° 70, 28 août 1850.

jugement aucun, mais bien par l'arbitraire et la violence, un pasteur chéri de son troupeau. Du jour où les suffrages de nos concitoyens nous ont appelés à gérer les affaires de

la commune, notre unique pensée a été de suivre l'impulsion de nos cœurs, et de chercher à réparer, autant qu'il dépendait de nous, les outrages que vous avez essuyés. Ces

Rouvi.

Vous nous permettez, Monsieur le Curé, d' saisir cette occasion pour vous rappeler qu'il nous serait bien agréable, de vous faire moi-même régler au plus tôt les comptes de l'année dernière, afin que nous puissions faire à temps les interruptions des hypothèques.

Dans l'espoir-ci nous sommes que nous pourrions bientôt vous donner verbalement un témoignage de nos sentiments, nous vous présentons, en attendant, Monsieur le Curé, l'assurance de notre profond respect, de notre attachement filial et de notre entier dévouement.

Les membres Du conseil d'Orsières

Fidèle Joris, Président Louis Samuel Coq
Pierre Antoine Rabert. Jean Joseph Chitaz
Pierre Joseph Sissières. Jean Pierre Tornay
Zacharie Delochon Isidore Tornay.
Etienne Gros Pierre Nicolas Biseb
Laurent Lépion a fait la marque domestique.
maurice Joris Joseph Nicolas Biseb,

outrages que nous déplorons, et qui nous inspirent les plus vifs regrets, quoique nous n'y ayons nullement participé, nous avons l'espoir que vous ne les avez attribués ni à vos paroissiens, ni à l'autorité comme représentant vos paroissiens, mais à quelques hommes isolés agissant sous le manteau de l'autorité. Le peuple d'Orsières vous porte toujours le même respect et vous témoigne la même confiance. Le conseil de la commune se fait un plaisir et un devoir de s'en rendre l'organe et l'interprète auprès de vous. Il vient aujourd'hui vous exprimer les vœux qu'il forme de vous voir revenir au milieu de vos paroissiens qui vous recevront comme des enfans reçoivent un père rendu à sa famille après des jours d'adversité et d'exil. Ces vœux, nous les formons sincèrement, parce que nous avons la conviction que votre rentrée, outre qu'elle est une juste réparation, aura un grand avantage pour la paroisse : vos paroles de charité évangélique, de résignation et de pardon contribueront à cicatriser bien des plaies, et feront rentrer en eux-mêmes, le petit nombre de ceux qui redoutent votre présence, parce que leurs consciences les accusent et qu'ils vous supposent des intentions qui, certes, vous furent toujours étrangères. Les sentimens que nous vous manifestons, Monsieur le curé, sont ceux de l'immense majorité de la paroisse. Chacun attend avec impatience le moment où il vous verra remplir de nouveau les fonctions pastorales avec le zèle tout apostolique, les talens éminens et les vertus dont le souvenir est toujours gravé dans le cœur de vos ouailles. Des hommes qui ne connaissent pas la charité et le dévouement du prêtre de Jésus Christ et qui sont habitués à juger de tout d'après des idées purement humaines, pourraient croire qu'elle est insurmontable la répugnance que vous devez éprouver pour rentrer dans une paroisse d'où l'on a voulu vous renvoyer avec ignominie; mais nous qui vous connaissons comme un vrai et digne ministre de Jésus Christ, nous sommes convaincus que les sentimens religieux n'ont point à lutter chez vous contre les sentimens humains,

que devant Dieu, vous avez fait le sacrifice des outrages que vous avez reçus et que vous êtes prêt, si la gloire de Dieu et le salut des âmes l'exigent, à recommencer une vie de dévouement et de résignation. Ce n'est pas que nous voulions vous faire entendre par là que, si vous vous rendiez à nos vœux, vous seriez exposé à subir encore de nouvelles humiliations, non, Monsieur le curé, le conseil croit pouvoir vous assurer qu'il ne vous arrivera rien de fâcheux, et il vous promet son appui, sa protection aussi efficace que son autorité le comporte. S'il ne nous est pas permis de faire tout ce que nos cœurs nous dicteraient dans une pareille circonstance, et si nous bornons toutes nos démarches à l'invitation la plus pressante, nous vous prions de croire, Monsieur le curé, que nous agissons ainsi, autant pour nous conformer à l'intention de vos supérieurs que pour vous laisser tout le mérite du sacrifice.

Vous nous permettrez, Monsieur le curé, de saisir cette occasion pour vous rappeler qu'il nous serait bien agréable, nécessaire même, de régler au plus tôt les comptes du bénéfice d'Orsières, afin que nous puissions faire à temps les inscriptions des hypothèques. [...]

*Les membres du conseil d'Orsières*¹¹⁵

Biselx saisit tout de suite cette occasion d'effectuer sa rentrée. De retour à Orsières, il est immédiatement rattrapé par la Justice. Le 9 septembre, à 23 h 30, le notaire Gaillard, président du tribunal d'Entremont, assisté d'un gendarme, veut procéder à son arrestation. Sur intervention du président Joris, du juge de commune et d'autres personnes qui acceptent de garantir le versement des amendes dues par Biselx, l'arrestation n'a pas lieu. Le lendemain, la somme de 427 fr. 95, réclamée par le tribunal, est réunie et versée par le juge Ambroise Joris¹¹⁶. Un chanoine parlera avec reconnaissance de ces braves paroissiens qui ont racheté leur curé, alors que le *Courrier du Valais* critique la publicité faite à cette affaire par le clergé et ses partisans¹¹⁷. En signe de remerciement, Biselx ne peut faire moins que de remettre le livre des obligations du bénéfice entre les mains du président¹¹⁸. L'affaire qui

■
¹¹⁵ APO, lettre du conseil communal à Biselx, 1^{er} septembre 1850.

¹¹⁶ AEV DJP II, Correspondance reçue, 5030-2, lettres de M.-E. Filliez au Département, 10 et 26 septembre 1850.

¹¹⁷ AGSB 643, lettre de Deléglise à un confrère, 15 septembre 1850; *Courrier du Valais* n° 79, 28 septembre 1850.

¹¹⁸ ATE Orsières 1848-1850, c/curé Biselx, déclaration de Fidèle Joris, 12 septembre 1850.

traînait depuis plus de deux ans se résout ainsi en dix jours. Cependant, il subsiste encore quelques mécontents. Des vitres sont cassées à la cure, et Biselx n'ose pas monter en chaire les premiers temps¹¹⁹. Il laisse le soin de la prédication à l'ancien prieur Hubert qui, fidèle en amitié, l'assiste à l'occasion de sa rentrée.

Une dernière manœuvre

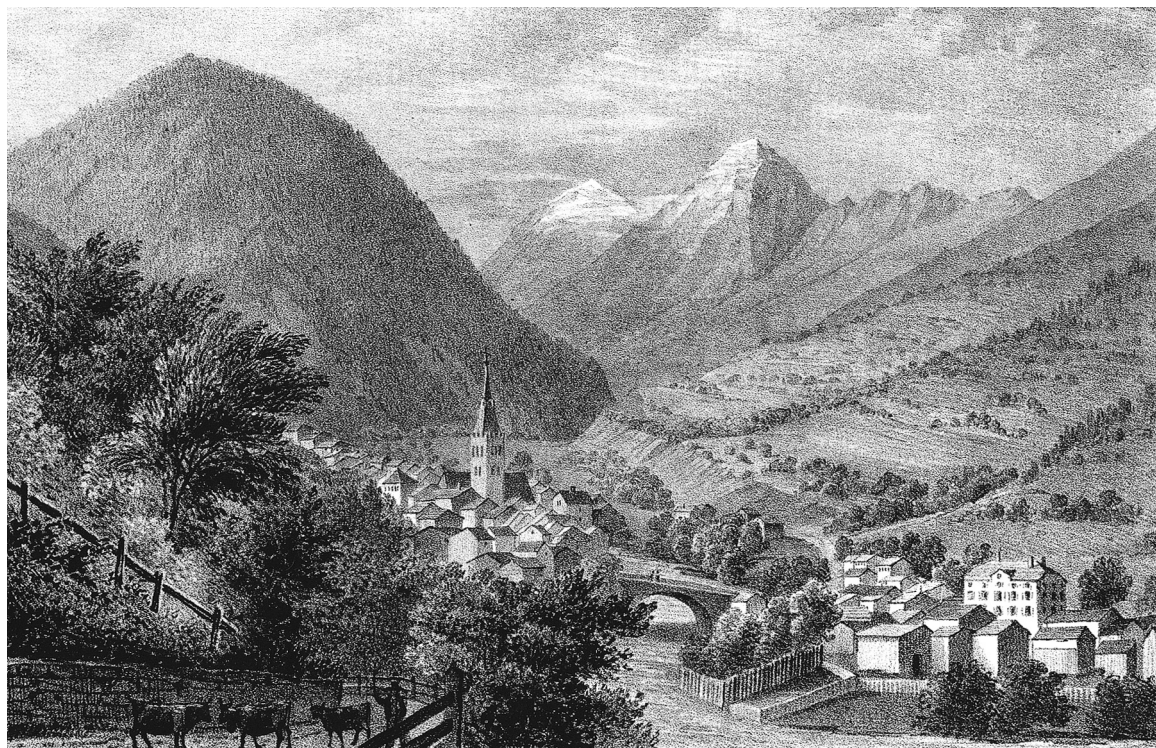
Au début novembre, la méfiance envers Biselx prend une tournure particulière, par le lancement d'une pétition réclamant le retour de Marquis comme curé d'Orsières¹²⁰. Cette récolte de signatures est lancée par les deux notaires Gaillard et Vernay. Cette pétition se veut d'abord un moyen de pression sur le prévôt du Saint-Bernard. Mais le conseil communal se retrouve lui aussi dans une

situation délicate. Ayant rappelé Biselx, il se doit de le soutenir. En même temps, il ne peut pas ignorer une demande qui rencontre un écho très favorable parmi la population. En quelques jours en effet, 396 signatures sont récoltées, ce qui correspond à environ 70 % des citoyens aptes à voter. Ce score extrêmement clair cache toutefois une ambiguïté. Pour ceux qui ont lancé la pétition, réclamer le retour de Marquis sous-entend la nécessité de voir partir Biselx. Le conseil communal, au contraire, estime que la majorité des signataires désirent simplement le retour de Marquis en qualité de deuxième prêtre au côté de Biselx. C'est en ce sens que le conseil s'adresse au prévôt¹²¹. Biselx, informé par l'autorité communale, s'en remet aux ordres de son supérieur quant à la présence de son confrère dans la paroisse. Il n'hésite toutefois pas à afficher fortement ses préférences :

■
¹¹⁹ AGSB 643, lettre de Deléglise à un confrère, 15 septembre 1850.

¹²⁰ AEV DI, Contentieux 3040 Orsières 137/45, n° 1-5, pétition adressée au Conseil d'Etat, novembre 1850; copies du texte de la pétition, AGSB 3706/39 et APO.

¹²¹ AGSB 3706/37, lettre du conseil communal au prévôt, 8 novembre 1850.



Orsières, vers 1835
L.J. Ritz (Gattlen I, 1390)

*Je viens de recevoir une députation du conseil de la commune qui me demande si je m'oppose au retour de M. Marquis. [...] J'ai répondu que je ne m'y opposais pas du tout, si c'est la volonté de mon supérieur, que M. Marquis et moi nous sommes religieux, et par conséquent soumis à qui de droit. Mais que moi je ne le demandais pas, mais que je l'aurais subi, que si l'on me laissait le choix d'en prendre un, ce ne serait pas celui là que j'aurais pris, sans avoir rien contre lui, que si telle est la volonté de mon supérieur, je saurais vivre en paix avec M. Marquis.*¹²²

Sensible à ce point de vue, le prévôt refuse de rappeler Marquis¹²³. Les pétitionnaires s'adressent alors au Conseil d'État pour lui demander d'intervenir afin de faire cesser l'agitation qui se fait jour dans la paroisse depuis le retour du curé légitime. Le gouvernement envoie alors à Orsières une commission composée du conseiller d'État Rey et des préfets Zermatten et Amacker¹²⁴. Arrivés sur place le samedi 23 novembre, les trois émissaires contrôlent les signatures de la pétition. Constatant des irrégularités, ils choisissent une méthode directe pour connaître l'avis de la population :

Le lendemain 24 au sortir des offices de paroisse, nous fîmes publier sur la place des criées, l'invitation aux votans d'Orsières de se rendre immédiatement à la maison de Ville, afin de déclarer par forme de votation s'ils demandaient, oui ou non, le retour de M. Marquis en qualité d'administrateur de leur paroisse.

Le bureau fut composé de nous trois commissaires.

392 votans prirent part au scrutin; 256 demandèrent le rappel de M. Marquis comme administrateur ou curé, 136 réclamèrent le maintien de M. Biselx.

*De la votation qui précède, et de ce que nous avons pu remarquer d'ailleurs dans l'esprit de cette population, nous avons dû conclure que le retour de M. Marquis au milieu de ce peuple d'ailleurs si calme, serait un puissant moyen d'apaiser l'agitation toujours croissante qui s'est fait jour dans cette commune.*¹²⁵

Le conseil communal et Biselx réagissent tout de suite à ce résultat. En 1848, l'administration du bénéfice avait été remise à Marquis pour éviter une surveillance de l'État dans ce domaine très important. Cette fois-ci, pour la même raison, c'est le curé qui est obligé de confier l'administration temporelle de la paroisse à l'exécutif communal :

*Pour éviter la régie gouvernementale M. Biselx a convenu avec M. le président et le vice-président que le conseil prendrait la régie, en conséquence le conseil a nommé trois régisseurs que M. le curé approuvera afin de leur éviter l'excommunication. On a cru agir ainsi pour le mieux.*¹²⁶

Cette proposition à laquelle se rallient les commissaires du gouvernement a le mérite d'écarter la menace d'une intervention cantonale avec ce que cela signifie en termes d'autonomie communale. Elle permet aussi à Biselx de se débarrasser des soucis temporels de gestion. Enfin, la commune obtient la pleine possession de ce que la loi lui avait accordé.

L'attitude de Marquis n'est pas très claire dans toute cette polémique. Il déclare bien qu'il refuse la cure d'Orsières sans l'accord de son supérieur, mais dans le même temps, certains de ses confrères l'accusent d'intriguer pour prendre la place. Le chanoine Delasoie n'hésite d'ailleurs pas à parler « d'antipathies confraternelles » entre Biselx et Marquis¹²⁷. Dallèves partage cet avis :

Vous connaissez, sans doute, les malheureuses affaires qui se passent à Orsières : elles sont d'autant plus regrettables que nos propres confrères n'y sont pas étrangers, parce qu'ils y ont plus ou moins donné lieu, les uns par une impardonnable bêtise, les autres par une malice bien calculée. Cette fâcheuse affaire nous fait un très grand tort. [...]

*Presque tous ceux qui viennent à l'évêché me disent comment faites vous pour vous brouiller et travailler à vous supplanter les uns les autres dans les cures, etc, etc. Vous comprendrez combien ces questions m'ennuyent. Pour de misérables et méprisables susceptibilités, nous écrivons une triste page dans l'histoire de notre maison.*¹²⁸

■
¹²² AGSB 3706/38, lettre de Biselx à Filliez, 8 novembre 1850.

¹²³ AEV DI, Contentieux 3040, Orsières 137/45, n° 6, lettre du prévôt à Vernay, 12 novembre 1850.

¹²⁴ AEV Prot. CE, 1101-47, p. 161, séance du 20 novembre 1850; François-Joseph Rey (1803-1853) de Lens, notaire, député (1847-48), conseiller d'État (1848-53); Joseph Zermatten (1806-1888) de Saint-Martin, avocat et notaire, député (1847-73), préfet d'Hérens (1847-75), conseiller aux États (1859-61); Joseph-Antoine Amacker (1794-1862) de Saint-Maurice, officier en France, député, préfet de Saint-Maurice (1847-1862), conseiller aux États (1857-59).

¹²⁵ AEV DI, Parochiana, 7.33 Orsières n° 11, rapport adressé au Département, 26 novembre 1850. Sur le même sujet, AGSB 3706/46, lettre de Hubert au prévôt, 25 novembre 1850.

¹²⁶ AGSB 3706/46, lettre de Hubert au prévôt, 25 novembre 1850.

¹²⁷ AGSB 3706/47, lettre de Delasoie à Deléglise, 26 novembre 1850.

¹²⁸ AGSB 643, lettre de Dallèves à Deléglise, 5 décembre 1850.

Lorsque l'évêque de Sion apprend les résultats de la mission gouvernementale, il ne peut cacher sa stupeur et sa colère¹²⁹. Pour Mgr de Preux, il est inacceptable qu'une délégation envoyée par l'autorité politique demande à des paroissiens de se prononcer sur le choix de leur curé, en contradiction avec toutes les lois de l'Eglise. La violence de cette réplique ainsi que le souci de ne pas recréer inutilement des tensions entre l'autorité politique et l'évêché incitent le Conseil d'Etat à ne pas donner suite à la mission de ses trois commissaires. Cette prudence du gouvernement mécontente les adversaires de Biselx. Dans deux lettres adressées au Conseil d'Etat, Gaillard et Vernay réclament l'éloignement du curé, nécessaire pour un retour au calme :

*Si contre toute attente, le pouvoir exécutif ne pouvait ou ne voulait pas adhérer à notre demande, il ne nous resterait que la triste perspective de courber nos têtes sous le joug clérical et de voir reparaitre le retour de son règne et de sa puissance. [...] Nous devons encore vous observer que lorsque M. Biselx monte en chaire, la majeure partie des paroissiens sort de l'église pour ne pas l'entendre, sa présence à Orsières comme curé est donc sous tous les rapports nuisible.*¹³⁰

*Faut-il donc qu'un seul homme, l'homme de paix, le représentant du Christ, celui qui doit être tout entier d'abnégation, vienne porter le trouble, la désolation, le malheur et les dissensions au milieu du peuple de cette paroisse.*¹³¹

Malgré ces accents tragiques, le Conseil d'Etat se désintéresse de l'affaire. Plus de trois ans s'étaient écoulés depuis l'installation du régime radical et l'enthousiasme des débuts avait laissé la place au réalisme. Personne ne souhaitait poursuivre ce conflit qui semblait d'un autre âge. La confrontation entre religion et politique, si actuelle à la chute du Sonderbund, avait tourné à l'avantage du gouvernement. Celui-ci avait négocié en position de force avec le diocèse et l'abbaye de Saint-Maurice, et il avait montré à la congrégation du Saint-Bernard de quel côté se trouvait le pouvoir. A la fin de 1850, l'Etat avait pris à

cette dernière tout ce qu'il était envisageable de prendre sans menacer son existence. La vision radicale modérée d'une Eglise soumise, telle qu'elle apparaît dans une lettre du docteur Claivaz, président du Conseil d'Etat, est devenue réalité :

*Nous voulons que la religion fleurisse et qu'elle puisse développer sans entrave son action bienfaisante. Notre appui lui est assuré, dans les limites constitutionnelles. Mais elle a son cercle d'activité bien tracé et elle saura s'y renfermer. Etablie pour faire ou préparer le bonheur de l'humanité, elle n'oubliera pas sa destination. Auxiliaire désintéressée du pouvoir civil, elle s'appuyera sur lui, et grâce à cette loyale entente, à cette confiance réciproque, le Valais pourra se relever de l'abîme où il est tombé.*¹³²

CONCLUSION

Dès 1851, le calme revient dans la paroisse d'Orsières. La question du bénéfice paroissial résolue, le conseil s'intéresse à l'organisation des alpages, autre problème en lien avec la Maison du Grand-Saint-Bernard. Les chevaux qui approvisionnent l'hospice en bois durant l'été ont en effet un droit de parcours ou de libre passage dans le fond du Val Ferret, là où se trouvent la majorité des alpages de la commune. Ce droit empêche une répartition harmonieuse des alpages entre les habitants. Personne ne veut voir son terrain traversé et son herbe mangée par ces chevaux. Les discussions et la bataille juridique entre le Saint-Bernard et la commune dureront plusieurs étés, pour aboutir en 1854 au rachat de ce droit de parcours¹³³. Si Biselx quitte totalement la scène politique communale une fois le calme revenu, ceux qui se sont battus soit pour le soutenir, soit pour le chasser, continuent quelques années à s'affronter. Par exemple, la lutte entre Fidèle Joris et Vernay se déplace sur la question du mode d'organisation des alpages¹³⁴. Entre Gaillard et Joris, l'enjeu est la présidence du tribunal d'Entremont. Le second succède au premier en 1857 lorsque les conservateurs retrouvent le pouvoir en Valais. Mais ces querelles s'épuise-

■
¹²⁹ AES 343.195, lettre du Conseil d'Etat à l'évêque, 10 décembre 1850; AEV DI, Parochiana, 7.33 Orsières, n° 12, réponse de l'évêque au Conseil d'Etat, 15 décembre 1850 (brouillons de cette réponse, AES 208.115 et AES 343.199).

¹³⁰ AEV DI, Parochiana, 7.33 Orsières n° 13, lettre de Vernay et Gaillard au Département, 18 décembre 1850.

¹³¹ AEV DI, Parochiana, 7.33 Orsières n° 14, lettre de Vernay et Gaillard au Département, 3 janvier 1851.

¹³² AES 343.191, lettre du président du Conseil d'Etat Claivaz à l'évêque, 25 septembre 1850.

¹³³ ACO P525/11-12, correspondance avec le Saint-Bernard pour le rachat des droits de parcours et d'alpéages, 1850-1867.

¹³⁴ BERTHOD 1983, pp. 318-323.

sent, faute de combattants. Vernay meurt en 1854, Gaillard en 1861. Delarze, fatigué de ses concitoyens, part en Amérique en 1857. Seul Fidèle Joris restera jusqu'à sa mort en 1886 une figure politique marquante de sa commune et du canton.

Sentant le poids des ans, Biselx abandonne sa charge de curé en 1863. Jean Nicolas Hubert, l'ancien prieur, le fidèle confident des heures difficiles, lui succède. Biselx continuera à habiter la cure d'Orsières, « partageant ses journées entre la lecture et les bonnes œuvres »¹³⁵, jusqu'à sa mort, le 21 juillet 1870.

■
¹³⁵ Nécrologie 1870, p. 262.



François Joseph Biselx (vers 1865)
(Photo : H. Brauns, Sion – Archives du Grand-Saint-Bernard)



Abréviations

| | |
|--|---------------|
| Archives de l'Etat du Valais | AEV |
| Département de l'intérieur | AEV, DI |
| Département de justice et police | AEV, DJP |
| Protocoles des séances du Grand Conseil | AEV, Prot. GC |
| Protocoles des séances du Conseil d'Etat | AEV, Prot. CE |
| Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais | AEV, RL |
| Archives de l'Evêché de Sion | AES |
| Archives du Grand-Saint-Bernard | AGSB |
| Archives du tribunal d'Entremont | ATE |
| Archives paroissiales d'Orsières | APO |
| Archives communales d'Orsières | ACO |

Sources manuscrites

| | |
|---|------------------------------------|
| Archives de l'Etat du Valais | Département de l'intérieur |
| Grand Conseil | *Ecclesiastica |
| 1001 : Protocoles des séances du Grand Conseil | 2 : Hospice du Grand-Saint-Bernard |
| vol. 32 (décembre 1847/janvier 1848) | 2.12-15 |
| vol. 44 (décembre 1852/janvier 1853) | 7 : Parochiana |
| | 7.33 Orsières |
| Conseil d'Etat | *Politique et diplomatique |
| 1101 : Protocoles des séances du Conseil d'Etat : | 54.1 Entremont 1840-1850 |
| vol. 47 (29 janvier 1848-6 août 1852) | 57.2.10 Entremont 1842-1852 |
| 1102 : Minutes des Protocoles du gouverne- | *Surveillance des communes |
| ment provisoire : | 143.4.4 Orsières (1843-1862) |
| vol. 3 (2 décembre 1847-26 janvier 1848) | 146.12 Entremont (1848-1851) |
| | *Contentieux 3040 |
| | Orsières 137/29+45 |

Département de justice et police

*Correspondance :

II 5030-2 : Correspondance reçue, vol. 2-3 (1848-1852)

II 5030-3.1 : Copies-Lettres, vol. 14-15 (1848-1852)

*Tribunal central :

III 1540.1.1

1.a Jugements rendus

3 Procédures et enquêtes : Orsières

3.33-39

Archives de l'Evêché de Sion

*Paroisses et Prêtres

Orsières 208, n° 87- 90, 114-115.

*Relationes cum gubernio 343

n° 130, 155-158, 172, 191-192, 195, 199.

Archives du Grand-Saint-Bernard

*Collection générale :

622 Difficultés de la Maison (1849)

622/65 Lettres d'Italie adressées au prieur Hubert

640 Recueils de documents (1847-1853)

643 Documents sur la situation de la Maison (mars 1848-1855)

*Prévôts :

921/14 Lettres reçues et envoyées par le prévôt Filliez

*Bénéfices ou Maisons en particulier :

3705 Déclaration de Crettex du 2 avril 1848

3706 Dossier de 61 documents concernant l'affaire du curé Biselx

*Dossiers personnels des chanoines :

5310 François Joseph Biselx

Archives du tribunal du district d'Entremont

Orsières 1848-1850 : c/curé Biselx

Orsières 1848-1850 : Crettex c/Delarze

Archives paroissiales d'Orsières

Non classées : les documents utilisés sont réunis dans deux paquets :

– Papiers concernant le curé Biselx

– Correspondance reçue par le curé Biselx

Archives communales d'Orsières

*Protocoles des séances du conseil communal

P 668/13 (1838) - P 668/25 (1852)

*Sonderbund

P 591 Lettre pour loger l'armée chez les conservateurs

P 606 Mainmise sur le bénéfice de la cure

Sources imprimées

┌ *Annuaire officiel du Canton du Valais*

Bulletin officiel du Canton du Valais

Recueil des lois, décrets et arrêtés du Canton du Valais, Tome VIII.

L'Observateur (décembre 1847-février 1848), devient *Le Journal du Valais* (février-décembre 1848), puis *Le Courrier du Valais* (dès janvier 1849)

| | |
|---|------------------|
| L.D.L. AUDIFFRET, <i>La Grande-Chartreuse, le Mt-Blanc et l'hospice du Grand Saint-Bernard</i> , Paris, 1845. | AUDIFFRET 1845 |
| F. J. BISELX, « Notice sur l'histoire naturelle du Mont St. Bernard », in <i>Bibliothèque universelle</i> , XI, 1819, pp. 265-272; XII, 1819, pp. 43-52 et pp. 144-150. | BISELX 1819 |
| F. J. BISELX, « Discours d'ouverture », in <i>Actes de la société helvétique des sciences naturelles</i> , 1830, pp. 1-14. | BISELX 1830 |
| « François Joseph Biselx » (nécrologie), in <i>Actes de la société helvétique des sciences naturelles</i> , 54 ^e session, 1870-1871, pp. 261-263. | Nécrologie |
| Jean de CHARPENTIER, <i>Essai sur les glaciers et sur le terrain erratique du bassin du Rhône</i> , Lausanne, 1841. | CHARPENTIER 1841 |
| J.-N. HUBERT, « Précis historique des événements d'Entremont arrivés en mai 1844 », publié par André Donnet, in <i>Vallesia</i> , XXIV, 1969, pp. 1-94. | HUBERT 1844 |
| J. F. O. LUQUET, <i>Etudes historiques sur l'établissement hospitalier du Grand Saint-Bernard, précédées d'une Lettre à N.S. Père le pape Pie IX sur l'état de la Religion catholique en Suisse</i> , Paris, Marseille, 1849. | LUQUET 1849 |
| D. PARROT, « Proposition pour rendre l'Hospice du St. Bernard une habitation moins insalubre », in <i>Bibliothèque universelle</i> , XV, 1820, pp. 238-245. | PARROT 1820 |
| M.-A. PICTET, « Notice sur un établissement météorologique récemment formé au couvent du Grand St. Bernard », in <i>Bibliothèque universelle</i> , VI, 1817, pp. 106-115. | PICTET 1817 |
| A. DE LA RIVE, « Notice sur la quinzième session de la société helvétique des sciences naturelles, réunie à l'hospice du Grand Saint-Bernard, les 21, 22 et 23 juillet 1829 », in <i>Bibliothèque universelle</i> , XLI, 1829, pp. 256-264. | DE LA RIVE 1829 |

Bibliographie

| | |
|--|----------------|
| U. ALTERMATT, <i>Le catholicisme au défi de la modernité: L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIX^e et XX^e siècles</i> , Lausanne, 1994. | ALTERMATT 1994 |
| G. ARLETTAZ, <i>Les tendances libérales en Valais (1825-1839)</i> , Fribourg, 1971. | ARLETTAZ 1971 |
| R. AUBERT, <i>Le pontificat de Pie IX</i> , Paris, 1963. | AUBERT 1963 |
| R. BERTHOD, <i>Orsières, ma commune</i> , Orsières, 1983. | BERTHOD 1983 |
| J.-M. BINER, « Autorités valaisannes 1848-1977/79: Canton et Confédération », in <i>Vallesia</i> XXX-VII, 1982. | BINER 1982 |

| | |
|--|----------------------------------|
| L. BORTER, « L'Eglise, le clergé et l'Etat du Valais: 1839-1849 », trad. par G. Ghika, in <i>Annales valaisannes</i> , 1964, pp. 244-420. | BORTER 1964 |
| <i>La Bibliothèque universelle (1815-1824): miroir de la sensibilité romande au XIX^e siècle</i> , sous la dir. d'Y. BRIDEL et R. FRANCILLON, Lausanne, 1998. | BRIDEL, FRANCILLON 1998 |
| <i>L'église au milieu du village</i> , sous la dir. de J. DARBELLAY et C. RAEMY-BERTHOD, Orsières, 1996. | DARBELLAY, RAEMY-BERTHOD 1996 |
| <i>Une région, un passage: l'Entremont de la fin du Moyen Age à nos jours</i> , sous la dir. de P. DUBUIS, [Orsières], 1989. | DUBUIS 1989 |
| J.-Y. GABBUD, <i>Bagnes au temps de la bataille de Corberaye</i> , Sion, 1997. | GABBUD 1997 |
| <i>Libéralisme, industrialisation, expansion européenne (1830-1914)</i> , sous la dir. de J. GADILLE et J.-M. MAYEUR, Paris, 1995 (Histoire du christianisme des origines à nos jours, vol. 11). | GADILLE, MAYEUR 1995 |
| Groupe valaisan de sciences humaines, <i>Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)</i> , Sion, 1979. | GVSH 1979 |
| G. ZENHAUSERN, <i>Les chanoines réguliers de Saint-Augustin en Valais, I, Le Grand-Saint-Bernard</i> , Bâle, 1997 (Helvetia Sacra IV/1). | HELVETIA SACRA IV/1 |
| G. JORIS, <i>Etude politique et sociale de l'Entremont dans le deuxième tiers du XIX^e siècle</i> , Fribourg, 1973. | JORIS 1973 |
| F. KUENZI et R. BERTHOD, <i>Bibliographie orsérienne</i> , Praz-de-Fort, 1993. | KUENZI 1993 |
| <i>Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses</i> , Lausanne, 1982-1983. | NHSS 1982 |
| F. PYTHON, <i>Mgr Etienne Marilley et son clergé à Fribourg au temps du Sonderbund, 1846-1856</i> , Fribourg, 1987. | PYTHON 1987 |
| L. QUAGLIA, <i>La Maison du Grand-Saint-Bernard: des origines aux temps actuels</i> , Martigny, 1972. | QUAGLIA 1972 |
| F. RAYNAULD, <i>Formation et évolution d'une élite dans une vallée alpestre. Le cas de Bagnes en Valais (Suisse)</i> , Montréal, 1976. | RAYNAULD 1976 |
| P.-M. REY, <i>Le régime radical en Valais 1847-1857</i> , Fribourg, 1971. | REY 1971 |
| E. ROSSIER, « La démographie du district d'Entremont 1850-1950 », in <i>Idéologies et populations</i> , Sion, 1985, pp. 117-138. | ROSSIER 1985 |
| R. ROTEN, <i>Les débuts du radicalisme en Valais, 1840-1848</i> , Fribourg, 1971. | ROTEN 1971 |
| M. SALAMIN, <i>Le Valais de 1798 à 1940</i> , Sierre, 1978. | SALAMIN 1978 |
| A. SEILER, « Histoire politique du Valais 1815-1844 », trad. par G. Ghika, in <i>Annales valaisannes</i> , 1951, pp. 453-577. | SEILER 1951 |
| J.-E. TAMINI et P. DELEZE, <i>Nouvel essai de Vallesia Christiana</i> , Saint-Maurice, 1940. | TAMINI, DELEZE 1940 |